

le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Le sabotage du front d'Aragon

Front de Huesca, juillet 1937.

L'heure est venue de parler clairement. Elle était venue depuis longtemps en réalité mais la situation du front d'Aragon est maintenant si grave, si angoissante quand on la connaît de près, que le devoir de dénoncer les faits que je vais raconter s'impose par-dessus tout.

Comme on le sait, le front d'Aragon a été établi par les forces de la C.N.T. et de la F.A.I. Quand les fascistes se soulevèrent, ils trouvèrent devant eux les forces populaires. Ce sont ces forces, de toutes tendances, à Madrid, surtout cénétistes et anarchistes à Barcelone, qui les ont défaits. Ce sont ces mêmes forces qui les ont battus dans des centaines de villages et de villes. Le gouvernement « démocratique » et républicain, qui avait laissé préparer le complot dans l'Etat-Major, démontra la plus complète des inepties pour faire face à l'armée et à la garde civile. Sans la poussée enthousiaste des masses populaires, sans leur course précipitée au Guadarrama et la muraille vivante qu'elles opposèrent aux forces de Mola, celui-ci aurait pris Madrid dès les premiers moments. Sans les colonnes formées par la F.A.I. et la C.N.T., sans les chefs improvisés comme Durruti, sans l'action des groupes, des bandes de combattants qui se formèrent dans tout l'Aragon, le fascisme serait depuis longtemps maître de toute l'Espagne.

Franco et ses acolytes ne s'attendaient pas à cela. Beaucoup de républicains, de socialistes démocrates et de libéraux qui font maintenant figures d'antifascistes, ne s'y attendaient pas non plus. (Suite en 3^e page.)

La comédie de Londres continue et le prolétariat reste muet...

Jamais farce aussi grossière, aussi ignoble n'aura été jouée dans l'histoire des peuples, que celle qui se déroule au comité de non-intervention de Londres. Véritable maquignonnage dont le sous-sol espagnol est l'enjeu. Les représentants des différents impérialismes ne prennent même pas la peine de masquer leurs pensées. Devant leur vide de sens, les mots : *liberté, démocratie ou péril rouge* sont de moins en moins employés. Il s'agit simplement des mines de fer, de cuivre, de mercure, de plomb. Pour les impérialismes, la question est simple. A qui appartiendront ces mines après la guerre civile ? Ils se disputent la peau de l'ours.

Ils ne sont d'accord que sur un point : déterminer la défaite du prolétariat espagnol.

Depuis le début des événements, l'Angleterre s'est prononcée pour Franco. Elle manœuvre constamment pour le favoriser. Son attitude s'explique aisément lorsque l'on sait que la plus grande partie du sous-sol espagnol est la propriété des banquiers de la Cité. Et le parti communiste peut tromper le prolétariat français en disant que le peuple espagnol se bat pour le maintien de la propriété individuelle, les financiers anglais ne sont pas dupes. Ils savent que 80 % des forces armées antifascistes sont des travailleurs de l'U.G.T. et de la C.N.T., qui, ensemble collectivement les terres, contrôlent les usines collectivisées, et qui la guerre finie conserveront leurs armes pour sauvegarder et étendre leurs conquêtes du 19 juillet. Dans ces condi-

tions le gouvernement de Valence n'offre que des garanties insuffisantes de sécurité pour les capitaux étrangers investis en Espagne. De ce fait il est abandonné, condamné par tous les Etats démocratiques ou fascistes.

La discussion de Londres n'a pas pour but d'assurer la victoire d'un des deux partis en présence en Espagne, elle a pour but d'assurer, ou de sauvegarder les intérêts des différents impérialismes. L'Angleterre, la France demandent le retrait des « volontaires » afin de soustraire Franco à l'influence de Mussolini et d'Hitler, ce qui permettrait la fameuse médiation tant désirée par les démocrates. Pour l'obtenir on fait peser la menace de l'ouverture de la frontière française. L'Italie et l'Allemagne savent très bien que le libre achat des armes qui permettait aux gouvernements d'armer rapidement deux ou trois cent mille hommes, leur donnerait la victoire très rapidement.

Chantage non suivi d'effets et qui n'a d'autre objet que de favoriser Franco.

De leur côté l'Allemagne et l'Italie tentent de gagner du temps, de prolonger les discussions sur le contrôle de la non-intervention tout en continuant d'aider Franco. Permettre la victoire de leur poulain en dehors de l'Angleterre et de faire ainsi main basse sur le sous-sol espagnol et occupation de la position stratégique que représente la péninsule ibérique, en prévision de la guerre de demain.

Toute la question est là, Londres est le champ

de bataille diplomatique des rivalités impérialistes, qui risquent de se terminer par une guerre mondiale. Depuis un an que l'on nous fait le chantage à la guerre, nous constatons que la politique dite de paix nous conduit droit à la tuerie générale.

Pendant que les impérialismes font leur jeu, la classe ouvrière reste muette. Il est temps que cette situation prenne fin. Les Etats capitalistes se sont prononcés. Aux travailleurs de se prononcer à leur tour. Leur solidarité doit s'affirmer nettement pour l'Espagne ouvrière. Il ne s'agit pas seulement d'apporter quelques secours aux combattants antifascistes, il faut mener une campagne vigoureuse dans le pays, pour que prenne fin la comédie de la non-intervention.

On a souvent dit que la lutte des travailleurs espagnols était notre propre lutte. Cela est vrai. Pour notre propre liberté nous devons assurer leur victoire. Pour cela il est indispensable que nos camarades puissent acheter librement les armes dont ils ont besoin pour vaincre.

C'est cette action que nous devons mener, et que l'on ne vienne plus nous faire le chantage à la guerre. La politique de la non-intervention qui dresse les impérialismes face à face, mène aussi sûrement à la guerre. La victoire ouvrière en Espagne qui aura ses répercussions dans le monde est la sauvegarde de la paix.

lib

Par 764 mandats contre 133 la Fédération postale s'est prononcée contre la guerre.

Bravo! Tous les travailleurs n'ont pas oublié le 2 Août 1914.

P.P.F. crèvera!

La devise du P.P.F. c'est, comme chacun sait, « Doriot vaincra ! ». Nous répondons, nous : P.P.F. crèvera !

Nous allons nous efforcer aujourd'hui de le démontrer et de rechercher les tares fondamentales, sans oublier cependant de mettre le lecteur en garde contre les dangers que représente le Parti (qu'ils disent) Populaire Français.

Ce parti fondé récemment, est né d'une confusion flagrante de son chef, Jacques Doriot qui, on l'a senti peu après son exclusion de la S.F.I.C. cherchait sa voie pour faire triompher une ambition débordante.

Son passé, ses méthodes mêmes au sein du Parti communiste auraient dû mettre en garde ses collègues du Comité Central. Nous ne savons si c'est une ambition égale à celle de l'ex-secrétaire général du P.C., ou bien une complicité non avouée, ou simplement la peur de perdre leur place, qui a incité les différents responsables de la section française de la III^e Internationale à faire silence sur les agissements de Doriot.

En tout cas que les communistes ne viennent pas nous dire que son maintien et l'absence de contrôle sur sa personne étaient dus à ce que d'autres militants responsables étaient en prison. Qu'ils ne prennent pas non plus ce prétexte pour nous affirmer que c'est la raison essentielle qui fit qu'à ce moment ils menaient une lutte oppositionnelle, ces deux faits sont en effet contradictoires, car ce n'est pas Doriot qui fit la propagande antifasciste qui amena les militants communistes à la Santé.

(Voir la suite en 4^e page)

Fascisme "Maison"

Le colonel comte de La Rocque, épouvanté fasciste, n'était donc, sous le règne de Tardieu et de Laval, qu'un palpeur de fonds secrets, qu'un agent du ministère de l'Intérieur.

Le silence puis les explications, aussi entortillées que confidentielles, que ce héros de la propriété opposa aux révélations de Tardieu dans *Choc*, l'organe du colonel Guillaumet, le démontrent autant que faire se peut.

A vrai dire, la nouvelle — à présent officielle — ne saurait surprendre ceux qui sont au fait de la politique intérieure française et qui en suivent le déroulement misérable sans être dupe de la démagogie de droite et de la démagogie de gauche qui en recouvrent les inavouables réalités.

Sans parler des vantardises et des dérobades du « colon », lesquelles n'avaient vraiment qu'un bien lointain rapport avec l'efficacité violence mise en œuvre par Mussolini et Hitler bien longtemps avant qu'ils ne prissent le pouvoir, la fameuse séance de la Chambre qui, il y a deux hivers, vit s'embrasser sous les bénédictions de M. Thorez, le bouillant Ybarnegaray et le sage Blum, avait éclairé les rares individus qui ont des yeux pour voir et des oreilles pour entendre.

Le baiser Lamourette, l'Union Sacrée parlementaire, consommés alors par le leader Croix de Feu (dûment mandaté par La Rocque), le leader S.F.I.O. et le leader « communiste », sous les yeux — humides de quel patriotisme émoi ! — de tout ce que la III^e République compte de vieux chevaux de retour, avaient levé les derniers doutes.

Devant le péril extérieur, devant l'étranger qui nous guette, devant le fascisme fauteur de guerre, les Français de toutes les paroisses se retrouvaient déjà pour s'unir, s'unir, s'unir.

Notre pays que nous aimons pouvait déjà compter sur tous ses enfants.

Pourtant, le *Populaire* et l'*Humanité* qui mènent étourdiment grand tapage sur la déconfiture morale du colonel, ont tort de triompher.

Non pas tant parce qu'en matière de fonds secrets le *Populaire* et — doublement — l'*Humanité* sont orfèvres ; non pas tant parce que ces fonds secrets, les chers gouvernements de Front Populaire en ont pieusement conservé l'usage et que les socialistes et les communistes les votent à l'envi, sans parler de tous ceux qui en tâtent, de la gauche à l'extrême-gauche.

Mais pour des raisons bien plus graves. Voilà trois ans, en effet, que le fascisme (le péril fasciste, la lutte antifasciste), sert de tarte à la crème, d'abracadabra, de slogan au Front Populaire.

Voilà trois ans que le prolétariat, le peuple, les démocrates et les républicains pourfendent le monstre, dressent contre lui le poing — ce poing armé du bulletin de vote — en masses défilant, chantant l'*Internationale* et la *Marseillaise*, jurent et s'excitent fraternellement.

Voilà trois ans que le colonel-comte, promu tragiquement ennemi numéro 1, incarne, pour des millions de pauvres bougres, le péril essentiel, le diable terrassé par le Saint-Georges démocratique et toujours renaissant, bref la raison d'être du Sublime Front Populaire.

Et, patatras ! Voici que l'on découvre que ce fléau, cette peste, cet exterminateur de toutes les libertés n'est qu'un fripon comme

tant d'autres, un combinard, un cuisinier, un agent du petit lait de cette démocratie politicienne et ploutocratique, qui l'entretient comme un docile paratonnerre et quel utile dérivatif !

Vraiment le *Populaire* et l'*Humanité* devraient mettre une sourdine à leurs diatribes.

Ne fût-ce que pour empêcher certains bougres de comprendre pourquoi, tandis qu'ils combattent de si bon cœur le fascisme « maison », appointé du colonel de La Rocque, le capitalisme impérialiste fait sautier si bien ses propres affaires, le Mur d'argent triomphant sur toute la ligne et la guerre triomphante, cette guerre sainte de la démocratie que les Thorez et les Jouhaux prêchent avec la bénédiction de Staline.

Jean BERNIER.

DIMANCHE 22 AOUT
Grande Fête champêtre du « Libertaire » à Garches au lieu dit LES QUATRE-CEDRES

Que tous nos amis réservent leur journée.

L'église et l'armée

Les événements se suivent avec une telle rapidité, qu'il faut se résigner à passer les uns sous silence et à ajourner l'examen des autres.

On voudra bien m'excuser si je parle avec quelque retard du voyage d'un certain Cardinal Pacelli, envoyé en France par le Saint-Siège, pour présider les fêtes d'inauguration de la basilique de Lisieux, en qualité de légat du Pape.

C'est comme tel que le nommé Pacelli a été reçu, à Paris d'abord, à Lisieux ensuite, « avec tous les honneurs : civils et militaires, dus aux Souverains ».

Je ne m'attarde pas à la description des pompes et cérémonies, des parades et solennités, des congratulations sur commande et des plates courtoiseries que comporte la mise en mouvement de ce que, en langue diplomatique, on entend par « les honneurs dus aux Souverains ».

Je dirai simplement qu'il est difficile d'imaginer quelque chose qui, pour avoir la prétention de conjurer le faste et l'éclat, n'en a pas moins été d'un grotesque et d'un ridicule achevés.

Il va de soi que, pour donner à cet apparat laico-religieux tout le lustre désirable et possible, les fanfares militaires, au cours de ces fêtes officielles, ont alterné avec le plain-chant, et la *Marseillaise* avec les pieux cantiques. Il va de soi que les galons et les étoiles, les crachats et les médailles des plus hauts dignitaires de l'Armée se sont mariés à l'éclatant des oripeaux d'or et d'argent dont s'affublent les princes de l'Eglise. Il va de soi que chaque fois que le Goupillon s'élevait au-dessus de la foule prosternée, les sabres et les épées saluaient : intention touchante et significative de la Force spirituelle et de la Force matérielle étroitement associées, l'une dans le but de pousser les malheureux à la soumission résignée, et l'autre dans celui de réprimer par le massacre, toute tentation de révolte.

En pareil cas, il est piquant d'observer l'attitude de la presse.

Celle dite « de droite » exulte :

« Enfin ! s'exclame-t-elle, nous voilà exactement et loyalement renseignés sur les véritables sentiments du peuple français ! Qui donc prétendait que la foi est en baisse et que les croyances religieuses s'en vont ? Qui donc oserait avancer que la France se déchristianise en faveur d'un matérialisme sorde ? Qui donc se permettrait de penser et de dire que le culte voué par le peuple de France à sa glorieuse armée est en décadence ? Les acclamations frénétiques ont salué les troupes qui défilaient, les ovations délirantes qui, d'une foule innombrable sont allées aux chefs invincibles qui commandent ces troupes, sont l'évident témoignage d'un indéfectible patriotisme. Haut les cœurs ! »

Quelle nouvelle manigance prépare le gouvernement Negrin ?

La presse de ces jours derniers a publié une information sur la prochaine réunion des Cortès espagnoles qui aurait lieu au début d'août. La note d'allure officielle laisse entendre que pourraient être invitées des personnalités de l'ancien régime nettement situées à droite, tels Miguel Maura et Portella Valladardes.

Ceux-ci en raison de la neutralité qu'ils ont observée dans le conflit espagnol n'ont pas été invités pour servir de truchement entre Franco et les dirigeants actuels de l'Espagne républicaine. N'est-ce qu'un ballon d'essai pour amorcer cette fameuse médiation qu'on tente de négocier sur le dos du prolétariat espagnol ?

La presse « de gauche » (il faut bien la qualifier ainsi, bien qu'elle ne se distingue guère de la précédente) est embarrassée, quelque peu confuse et mal à l'aise.

Elle voudrait bien ne pas souffler mot de l'événement auquel les chers « confrères » consacrent des colonnes entières ; mais elle ne peut se dispenser d'en informer sa clientèle et elle cherche à s'en tirer en se retranchant derrière les exigences « protocolaires ».

Le protocole a bon dos.

Il est fort possible — pourquoi pas ? — que cette vieille chose ayant, en dépit de sa décrépitude, résisté jusqu'à ce jour, à l'écroulement définitif qui la guette, possède encore le droit d'exiger. Mais n'est-il pas scandaleusement honteux que la démocratie républicaine dont notre pays fait si grand état et dont est si fier notre Gouvernement de Front Populaire, se croie tenue de conserver dans ses armoiries cette décadence rapécée, reprise, fripée et d'attendre qu'elle tombe, d'elle-même, en lambeaux pour cesser de s'en vêtir aux jours de solennités officielles ?

Il y a deux jours, un naif m'exprimait, à ce propos, son étonnement et son indignation.

Il aurait compris ça, me disait-il, d'un ministre Tardieu, Doumergue ou Laval, mais il ne pouvait le comprendre d'un Gouvernement porté au Pouvoir par tout ce que la France compte de libres penseurs, d'incroyants, de franc-maçons, de radicaux, de socialistes, de communistes, de célestes ; il ne pouvait le pardonner à un Ministre présidé par un Chautemps représentant qualifié d'un parti qui doit toute sa force, son prestige, son autorité à la lutte qu'il a constamment menée contre la cléricaille.

Il fallait voir la fureur de cet électeur affolé, son exaspération !

Sébastien FAURE.

(Voir la suite en 4^e page.)

Le coup de pied de l'âne

C'est le sieur Pierre Scize qui s'essaye à le donner aux anarchistes espagnols dans le dernier numéro du *Merle Blanc*.

Recueilli par Eugène Merle qui n'y regarde pas de si près, Pierre Scize mène d'ailleurs la même politique de genuflexions devant le « chef génial » que ses confrères du journal qui le vomit jadis pour avoir sollicité et accepté la Légion d'honneur. Et on le voyait la semaine dernière se solidariser avec MM. Bénard et Maréchal et attaquer basement Galtier-Boissière.

M. Pierre Scize n'admet que le journalisme alimentaire (gilet rayé, courbette, brosse à reluire). Et dans ce domaine on est bien obligé de reconnaître que le drôle a du métier. Ceci ne serait rien si l'on ne commandait que des attaques personnelles à l'éditorialiste du « Merle ». Mais cette semaine on a exigé du bonhomme deux co-

lonnes d'ordures sur les révolutionnaires catalans.

Les « patrons » seront satisfaits. Le valet s'est acquitté de leurs ordres avec un servilisme et un mépris de la vérité absolus.

Citons plutôt le journaliste (sic) faisant parler un de ses amis catalans (!?)

« C'est pourtant ainsi. Nous ne pouvons plus dire à nos troupes : « Franco d'abord ! Elles répondent : Anarchistes : « Nous voulons savoir pourquoi nous allons nous battre. Si c'est pour un Etat communiste, nous ne marchons pas ! » et, Communistes : « Nous ne voulons pas aller à la bataille et que les libertaires pendant ce temps nous tirent dans les dos ».

On n'est pas plus impartial ! En effet Pierre Scize a sans doute entendu parler de Berneri, de Barbieri, Domingo Ascaso, Martinez et de tant d'autres assassinant lâchement, en mai dernier, de braves militants staliniens. Sans doute aussi, nous apprendra-t-il la semaine prochaine que la C.N.T. et la F.A.I. se sont prononcées contre la collectivisation des terres et la prise des usines par les ouvriers alors que le P.S.U.C. désire ardemment ces mesures révolutionnaires.

Et poussant l'impudence au paroxysme, le salaud continue, s'adressant aux anarchistes : « Que faites-vous ? ne sentez-vous pas que vous perdez la seule cause qui importe au monde : celle de la Révolution ?... N'ayons pas peur des mots : c'est bien d'une trahison qu'il s'agit ! Et plus loin... « Et puis vous êtes ingrats. Cette Russie soviétique que vous abominez et dont la détestation est le premier article de votre nouveau catéchisme, vous acceptez qu'elle vous aide inépuissamment depuis un an. Le fruit des énormes collectes dans les usines, vous l'avez accepté. Les vivres, vous les avez acceptés. Les ambulances, les remèdes, les objets de pansements, vous les avez acceptés. Les avions, les tanks, les grenades, les fusils, vous les avez acceptés. ... Mais il faudrait tout citer, tout est du même cru. « Anarchie, où vas-tu ? » piaille le fourbe.

Personne ne demandera jamais à Pierre Scize, où vas-tu ? On sait qu'il va au ratelier, n'importe lequel, au plus garni.

L'hypocrisie suinte sous l'air noblement indigné du moraliste. On sent qu'il ment parce qu'il doit mentir. On sent qu'il sait que les armes envoyées en Espagne par la « Chère U.R.S.S. » n'ont pas été distribuées aux ouvriers de la C.N.T. et de la F.A.I.

M. Scize n'ignore pas les manifestations qui se sont déroulées à Barcelone, au cours desquelles les ouvriers réclamaient des armes. Il sait que la C.N.T.-F.A.I. a, à Barcelone cent mille hommes prêts à aller se battre, qui exigent d'être envoyés au front, mais auxquels on refuse des armes. Il n'ignore pas que des ouvriers espagnols et étrangers sont arrêtés là-bas uniquement parce qu'ils ne sont pas staliniens et que les fameux fusils russes ont tué et tuent encore des militants révolutionnaires. Il connaît le triste rôle que jouent outre-Pyrénées les agents communistes (!) alliés à la bourgeoisie réactionnaire. Il sait tout cela, mais il ment comme mentent les lâches, parce qu'il est plus facile et plus lucratif que dire la vérité.

Cette insinuation mérite au moins un avertissement. Nous, anarchistes de ce pays,

ne permettrons pas que le premier Scize venu puisse user de la calomnie la plus vile à l'égard de nos frères d'Espagne qui tombent tous les jours sous les coups de Franco... et aussi sous ceux de Staline.

Nous ne permettrons pas, que, falsifiant sciemment l'histoire, un renégat attribue aux anarchistes d'Espagne les crimes des contre-révolutionnaires dont ils sont les premières victimes. Enfin nous ne laisserons pas un traître hurler de son bureau à la trahison de ceux qui ont tout sacrifié pour que le prolétariat d'Espagne ne soit pas écrasé par le fascisme.

Mais que pensent de ce papier « les non-stalinisés » du Merle ? Chatelain-Tailhade, Marestan, ne direz-vous rien ? Aurez-vous la lâcheté des André Guérin, des Treno, des Breffort, des Rivet du « Canard enchaîné » ? Laissez-vous insulter la Révolution ?

Nous ne le croyons pas. Nous attendons votre protestation.

Quant à vous Monsieur Scize, gardez vos leçons de morale et vos conseils pour les jobards qui croient voir en vous un journaliste indépendant. Parlez moins de la pureté de votre âme.

Vous n'êtes comme tant de vos pareils, qu'un pitre à tant la ligne. Continuez à gagner votre aïe et à mériter votre Légion d'honneur. Les anarchistes espagnols sont un peu trop haut situés moralement pour être atteints par vos invectives haineuses, qui ne relèvent d'ailleurs que de l'indifférence et du mépris.

RINGEAS.

le libertaire

BESOIN DE L'AIDE EFFICACE DE SES AMIS

ABONNEZ-VOUS

52 Numéros... 22 fr.
26 — ... 11 fr.

ETRANGER
52 Numéros... 30 fr.
26 — ... 15 fr.

Chèque postal :
Scheck André
487-78 Paris

9 rue de Bondy Paris (10).
Tél. : Botz 68-27

Je, soussigné, déclare souscrire un abonnement de à partir du pour la somme de dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

..... le 193.....
Nom
Ville
Rue
Département

LE COIN DES ENGASERNES DANS LES CASEMATES DE BITCHE

Des réservistes de la région alsacienne ont été incorporés au 37^e R. I. de forteresse en garnison dans notre ville. Beaucoup d'entre eux se plaignent des vexations et du surmenage. A Sarrebourg, au dépôt de la caserne des tirailleurs, ils furent consignés du dimanche 18 au mardi 20 juillet. Même la cantine était consignée, impossible d'obtenir une boisson rafraîchissante par ces chaleurs, même pas de limonade. La nourriture était insuffisante. Plusieurs hommes n'ont pas eu de viande. A Bitche, la nourriture quoique meilleure, laisse à désirer. Un soir, il fut distribué une sardine par homme pour le casse-croûte du lendemain.

Lors d'une précédente période, il y eut un pourcentage énorme de malades. C'est le résultat du séjour dans les casemates humides et glacées. Pas de tabac et aussi pas de permis pour un certain nombre de réservistes par représaille pour les protestations.

Une bonne "histoire"

Tant il est vrai que tout le monde désire la Paix (au point d'aller jusqu'à la guerre pour la défendre) qu'on vient de réunir une commission d'instituteurs français et allemands pour corriger certaines façons de raconter l'histoire aux enfants, et qui entretiennent la haine héréditaire au cœur des petits élèves. Rien à redire à pareille initiative, une telle quantité de mensonges étant enseignée dans les manuels dits d'histoire qu'il nous faut applaudir au contraire à tout remaniement des textes. Toutefois, devant l'accueil sympathique que réserve à l'entreprise en cause la presse bien-pensante, sachant d'autre part que les professeurs chargés de cette mission délicate agissent au su de leurs gouvernements et sous leur contrôle, il convient de se montrer circonspect et de ne pas, en quelque sorte, vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. En d'autres termes, agir différemment de M. Bracke, lequel s'étrangle de joie dans le *Populaire*, saluant ceux qui, de cette façon, travaillent « pour la paix ».

Qu'on nous comprenne bien. Nous ne dénigrions pas systématiquement telle entreprise sous le futile prétexte que nous n'en sommes point les seuls promoteurs. Une réforme dans la rédaction des livres d'histoire remis aux écoliers nous satisfait. Mais, étant données les conditions dans lesquelles ces mises au point se font, nous exprimons des doutes quant à la valeur à y attacher.

Car, il ne suffit pas, comme s'en enthousiasme le journaliste socialiste, que le petit Allemand apprenne que « la Belgique n'avait commis aucun manquement à ses devoirs de neutralité qui justifiait son invasion », ni que le petit Français sache que « l'Alsace était, au Moyen Age et au temps de la Réforme, de langue et de culture germaniques ». Il faut qu'ils apprennent que tous les hommes se ressemblent et que les frontières sont des préjugés stupides.

Il est insuffisant de ne pas leur dire de mensonges. Il faut leur dire la vérité, toute la vérité. Après leur avoir enseigné que les Allemands ont envoyé des obus sur des cathédrales, il importe de leur révéler que des avions français, volant en rase-motte, mitraillèrent une procession à Karlsruhe. (Il s'agit, je crois, d'une escadrille dont faisait partie un certain lieutenant de Kérillis, bon patriote à ce qu'on dit.) Que des « Boches » aient bombardé des populations civiles, cherchant l'« effet moral », le fait est incontestable, il est nécessaire que chaque enfant le sache, à condition qu'on lui narre parallèlement un autre épisode de la guerre, à savoir l'exploit, par exemple, d'aviateurs de notre pays, arrosant d'obus et de projectiles incendiaires un cirque qui donnait une représentation enfantine à Fribourg, toujours en vue de ce même « effet moral ». Peut-être ainsi apprendraient-ils, ces gosses, la seule chose qui importe en cette matière, c'est-à-dire qu'il s'agit dans les deux cas, non de « Français » ou d'« Allemands », éphémères sans signification, mais de « militaires », espèce internationale particulièrement vile et méprisable.

Et puis, entre nous, je voudrais bien savoir où M. Bracke a constaté ce qu'il déclare : « En France, l'autorité administrative républicaine n'atteint pas la liberté de pensée, ne visant qu'à expliquer, en histoire,

l'enchaînement réel des faits et leur influence sur l'évolution des peuples. » En voilà une bien bonne, par exemple, et qu'il fait bon raconter à ceux à qui, dès le plus jeune âge, on a fourré une Histoire de Ernest Lavisse et dont on a farci le cerveau de Jeanne d'Arc, de Bayard, de chevalier d'Assas et de « Dernières cartouches » ! Il ne faudrait tout de même pas, monsieur Bracke, conquis par l'ascension au pouvoir de votre parti, au nationalisme du genre hystérique, essayer de faire prendre aux anciens écoliers de France des vessies pour des lanternes ! Dans quel livre d'Histoire de France à l'usage des enfants avez-vous vu le « récit exact des faits » ? Quel auteur orthodoxe a écrit que l'unité française est le produit d'une suite de brigandages, de vols à main armée, d'usurpations d'héritages et de couchedes rémunératrices ? Quel historien français, admis par la Faculté, a écrit la vérité, à savoir que les quarante rois qui, en mille ans, firent la France, furent tous des escrocs, des criminels et des maquereaux ? Que la plupart ont vendu leur frère, leur fille ou leur épouse pour une province, que d'autres ont empoisonné ou fait poignarder des propriétaires de comtés, coupables de longévité et, par conséquent, de retard dans la succession, et que tous sans exception, et en sus des rois les empereurs et les républicains, ont agrandi le patrimoine national par la guerre, c'est dire l'assassinat crapuleux ? Je serais, je l'avoue, assez curieux de connaître l'école française où « l'on explique l'enchaînement réel des faits » et, par conséquent, où s'enseignent en toute objectivité ces vérités essentielles !

Et même, très joliment de narrer objectivement l'histoire passée, mais il importe aussi de raconter convenablement la présente. Nécessité, par conséquent, pour un gouvernement « pacifiste », de faire taire certains gâteux dont la sottise et la mauvaise foi sont par trop provocantes, le général Nessel entre autres, qui écrit dans la presse que « l'on a privé l'Allemagne de colonies à cause de sa cruauté envers les indigènes » ! Quand on sait de quelle façon la France a conquis ses territoires d'outre-mer, quand on connaît la honteuse exploitation des peuples coloniaux par la soldatesque et le capitalisme français, on mesure toute l'infamie du personnage. Allons, ce Nessel ne dépare pas la collection des valeureux généraux français, fourbes, félons et experts dans les faux témoignages !

Que M. Bracke me pardonne, mais il me semble qu'avant d'étudier dans le cadre de l'honneur et du prestige national la révision de l'ancienne Histoire, il serait bon d'interdire à des faussaires spécialistes d'écrire la nouvelle !

Et la seule façon d'œuvrer actuellement pour la paix, c'est de crier aux peuples la vérité immédiate, de leur ouvrir les yeux une fois pour toutes en avouant publiquement que le patriotisme est la matière première du capitalisme contemporain, que les militaires sont des crapules ou des imbéciles et plus souvent les deux ensemble, et qu'il n'est de plus bêtes que ceux qui se laissent prendre à ces pièges grossiers et qui, stupidement, acceptent de se faire massacrer pour des dividendes.

MAURICE DOUTREAU.

LA BOITE AUX BOUQUINS

Les livres de la vérité

Au moment où plus que jamais on parle de la prochaine, il est bon que soient données au public des œuvres sincères et objectives sur la dernière.

« Heures maudites », par Antoine Guasson (1), c'est le journal de guerre d'un ouvrier. Sans roman, sans phrases, par des notes brèves, mais profondément humaines, criantes littéralement de vérité, l'auteur atteint à un réalisme tel qu'il parvient à faire « sentir » la guerre à ceux qui ne la connaissent que par oui-dire. Le massacre nous est là présenté sous sa vraie face, hideuse et bête, les émotions ressenties par le narrateur lorsqu'il vécut les moments qu'il décrit gagnent le lecteur et, à cause de la simplicité du style, l'impression n'a rien de factice. Un livre à lire et à faire lire et dont la puissance est susceptible de faire réfléchir bien des exaltés.

Avec « La guerre ? C'est ça... », (2), Louis Hobey nous livre lui aussi un tableau poignant de la grande infamie. La forme est moins brève que dans l'ouvrage précédemment cité, mais on sent percer sous chaque phrase l'esprit profondément révolutionnaire de l'auteur. Des personnages y sont campés de façon saisissante, le patriote berné Vingtrois, les infirmières-religieuses, avec leur chantage à la messe, le sous-préfet arrogant avec les petits, les délateurs de l'arrière, etc... Le roman dépeint clairement les angoisses qu'a provoquées la guerre, les souffrances morales et physiques qu'elle engendra. L'auteur témoigne dans toute son œuvre d'un jugement sûr : « J'ai peur que si la paix ne dure pas assez longtemps, j'ai peur que les petits qui ont vécu dans l'ambiance créée par cette guerre n'acceptent trop facilement à leur tour de devenir des « héros », écrit-il.

Prophétie peu réjouissante et qui semble se confirmer !

Après bien d'autres, ces deux livres nous disent la vérité sur la guerre. Or, la guerre est une équivoque entre une multitude d'individus, équivoque créée par cette culture intensive du mensonge qu'on appelle le « bourrage de crâne ». Il appartenait à Galtier-Boissière, qui dans son *Crapouillot* s'est donné pour tâche de rétablir les faits et de confronter les textes, de dresser pour les esprits objectifs cette anthologie des faussetés, des énormités, des sottises, des grossiers mensonges grâce auxquels une minorité de crapules et de domestiques ont fait s'entretenir des millions d'hommes, entretiennent la masse dans son ignorance crasse et préparent de nouvelles hécatombes. Ce numéro du *Crapouillot*, intitulé d'ailleurs « Le bourrage de crâne » (3), nous livre, noir sur blanc, tout ce qui s'est dit et se dit encore, s'imprime et se répand afin d'entretenir l'esprit public

dans un état de suffisante bêtise pour pouvoir, après avoir asservi les pensées, asservir intégralement les corps. Après nous avoir donné un aperçu des bobards de la presse et des paroles de « grands hommes », pendant la tourmente, Galtier-Boissière, sans souci des colères qu'il suscite jusque chez ses « amis » plus ou moins enchaînés dévoile les artifices mensongers employés pour tromper l'opinion, notamment sur la grande escroquerie de la Patrie « socialiste » et sur les campagnes stalinienne en Espagne.

Ce numéro sur « le bourrage de crâne » est non seulement prodigieusement intéressant et remarquablement documenté : il est indispensable à tout militant pacifiste et révolutionnaire. Dans la propagande quotidienne qu'il doit faire autour de lui, celui-ci s'y référer pour trouver, non des arguments de discussion, mais des faits précis, contrôlés, des textes qui feraient rougir ceux qui les ont pris au sérieux et qui cependant ont fait verser des torrents de sang. Ouvrir les yeux de son entourage, s'efforcer à l'aide des leçons du passé de réveiller l'esprit critique des hommes, leur éviter de retomber dans les mêmes pièges, voilà une œuvre d'une portée incontestable. Il faut être reconnaissant à Galtier-Boissière de l'avoir entreprise et de la poursuivre envers et contre tous.

M. D.

1. Librairie du Travail, 1 vol., 10 fr.
2. Librairie du Travail, 1 vol., 18 fr.
3. Editions du « Crapouillot », 1 vol., 12 fr (En vente au *Libertaire*.)

Pierre KROPOTKINE

L'ANARCHIE

Sa Philosophie. — Son Idéal

Nouvelle édition : 1 fr. 50

En vente au « Libertaire »

Michel BAKOUNINE

DIEU ET L'ÉTAT

Préface de E. Reclus

et

G. Galtier

Nouvelle édition : 1 fr. 50



Pour chanter entre les clous

CHANT des BATELEURS DE LA VODKA

Adaptation à la gloire des pauvres et aux fouilleux fanatisés (P.C.F.).

Ohé ! hiss ! là ! (bis)
Tous ensemble !
Ohé ! hiss ! là ! (ter)
Tous ensemble : ohé ! hiss ! là !
Pour mener nos clients en bateau,
Hissons la faucille et le marteau !
Et, tous ensemble, bien en cadence,
Virons sans repos ! Le gouffre est en vue !

Ohé ! hiss ! là ! (bis)
Tous ensemble !
Ohé ! hiss ! là ! (ter)
Tous ensemble : ohé ! hiss ! là !
Salissons qui n'est pas avec nous
Préparons l'heure du Guepéou...
Et, tous ensemble, bien en cadence,
Pissons sans repos ! L'égoût est en vue !

Ohé ! gliss ! là ! (bis)
Tous ensemble !
Ohé ! gliss ! là ! (ter)
Tous ensemble : ohé ! gliss ! là !
Pour mériter l'amour de Joseph,
La pudeur, il n'en faut pas bésé !
Et, tous ensemble, bien en cadence,
Glissons sans repos ! La guerre est en vue !

Ohé ! hiss ! là ! (bis) Maurice BOYER.

DU SPORT !



Paris-Soir n'est pas content eux, dit-il, que certains journaux, pour des buts politiques, aient poussé à l'abandon des Belges, par leur chauvinisme du Tour de France. Il est bon, exaspéré, L'Huma est directement visée, qui s'est livrée, pendant le tour, aux plus déplorables surenchères patriotiques en faveur de son poulain et collaborateur Lapébie.

Après avoir, avec une émotion biblique, comparé l'arrivée du Tour de France au passage de la mer Rouge (mais oui !), notre national Populaire, Couturier et combien vaillant, conclut en incitant les lecteurs à fêter « la victoire du leader de l'équipe de France comme une victoire FRANÇAISE, pacifique (tu parles !) et juste » !

Il est loin le temps où l'Huma combattait les mercantis du sport. Maintenant elle défend la « poussette » et se fait, comble des combles, rappeler à plus de mesure par la presse bourgeoise !

Pauvres jeunots victimes de cette délirante psychose de la brutalité et de la binaire baptisée « sport » !

LE FAUSSAIRE MECONTENT



Nous recevons une lettre vraiment « touchante » de la part de R. Garmy, qui vient d'être exclu du parti communiste.

Il nous demande de protester contre les odieuses mesures dont il vient d'être l'objet, par ses ex-amis. Nous avons toujours pensé que l'exclusion du parti communiste était souvent une preuve d'honnêteté et de probité révolutionnaires. Présentement, nous comptons dans nos rangs un certain nombre d'ex-communistes qui sont d'excellents militants.

Mais que Garmy proteste, cela nous fait sourire. Que ce plat valet journaliste à l'Humanité, auteur de cette accumulation de faux, de contre-vérités qu'il appelle « l'Histoire du mouvement syndical en France », vienne aujourd'hui se plaindre de procédés bolcheviques, il y a là de quoi se marmer doucement.

Les procédés dont Garmy se plaint sont ignobles, nous le pensions, mais nous le pensions déjà lorsque c'est lui qui les employait.

CRIME INEXPIABLE



Les épurations continuent en U.R.S.S. Après l'armée, la police, c'est au tour de la presse et la T.S.F.

Au milieu des crimes « odieux » qui sont reprochés aux agents nippo-mandchou-menchévicks-boukariniens-trotskyistes-affiliés à la Gestapo, (ouf !), l'un paraît devoir mériter un châtiment exemplaire. Certains journaux provinciaux de l'U. R. S. S. ont osé imprimer le nom de Staline avec un s minuscule.

Peut-être que les pauvres imprimeurs avaient tant de fois reproduit le nom du « guide génial de la révolution mondiale », qu'ils ne possédaient plus d's majuscule. Mais qu'importe un tel crime doit être puni.

Ce serait risible si la liberté et la vie de pauvres gens ne dépendaient pas de « fautes » aussi bénignes. C'est simplement odieux. Et tous les journalistes à gages chantent les louanges de Staline-le-Terrible, au nom du prolétariat ou de la morale comme le salizaud qui signe Pierre Scize !

REGLEMENT DE COMPTES



Alors qu'il s'écrit un massif de fleurs dans le parc de son château, un nommé Guillaume, exerçant les professions peu avouables de colonel, catholique et maître chanteur a été assailli par un inconnu armé d'une matraque et appartenant vraisemblablement au Front de la Liberté.

On croit qu'il s'agit d'un règlement de comptes entre gens du « milieu ». Guillaume ayant dévoilé les accointances pécuniaires avec la police de son rival, un certain la Rocque, colonel également et comte par-dessus le marché.

En raison de ses protestations de plus pur patriotisme et de dévouement à la France, tout ce joli monde n'a pas été envoyé au Dépôt.

ENTRE COLONS



Le colonel Guillaume, directeur de Choc, n'est pas au mieux avec son ex-camarade de promotion, le comte-colonel Casimir de La Rocque, grand chef Croix de Feu, aspirant dictateur. Leur haine réciproque ne date sans doute pas d'hier.

On dit même que Guillaume, le colonel (pas le fic) faisait très souvent des réflexions désobergeantes concernant l'intelligence de son confrère : en militaire qui ne mâche pas ses mots, il s'écriait très souvent : « La Rocque, c'est un con ! » Comme ces paroles avaient été rapportées « discrètement » au colonel Gardavou — ainsi que l'appelle Daudet — celui-ci, dédaigneux, proclamait partout : « Guillaume ? Un roturier ! »

La polémique aurait peut-être gardé ce ton discret et charmant si l'intègre Tardieu n'avait dévoilé que durant son règne il avait « envoyé » régulièrement vingt billets par mois à Casimir.

Choc avait publié cette nouvelle avec une satisfaction évidente. Le pauvre colon a en perdant la tête. Pour se venger, il a envoyé ses nerfs rectifier l'esthétique faciale du colonel Guillaume. L'affaire aujourd'hui en est là.

LE COLON N'A PAS TOUCHÉ



Après un silence embarrassé, le pauvre colon a tenu à apporter des précisions sur les petits secours de Tardieu. Naturellement, il n'a jamais « touché », et ses explications ne manquent pas d'astuce. Les

voici :

« Il est curieux, a-t-il déclaré devant une réunion de « dispos » lyonnais, de constater que ces attaques se produisent au moment même où le P.S.F. prend possession d'un grand quotidien : c'est donc qu'il y a certaines puissances occultes. Je n'ai jamais connu M. Tardieu quand il était ministre, et n'ai donc reçu aucune subvention ni de lui ni d'aucun de ses successeurs. »

— Mais, colonel, il ne s'agit pas d'avoir connu Tardieu, il s'agit d'avoir connu ses enveloppes, ce n'est pas la même chose.

AUX GRANDS HOMMES, L' « HUMANITE » RECONNAISSANTE



A propos de la venue à Paris du roi Léopold, le *Matin* écrit :

« L'accueil de Paris au roi Léopold prouve à nos amis belges que les Français restent attachés invariablement aux souvenirs comme aux espoirs qui lient les deux pays. »

Paroles profondément justes et que confirme l'accueil fait à Bordeaux, pays de prédilection des purs patriotes à l'équipe belge du Tour de France cycliste.

Quant à Lapébie, champion français dont l'attitude a contribué à ces manifestations de pur patriotisme, il a mérité d'avoir son nom inscrit au fronton de l'Histoire en qualité de « grand homme » et immédiatement revendiqué comme tel par le Parti communiste.

Il ira donc, dans le souvenir ému des bons Français lecteurs de l'Humanité, rejoindre Jeanne d'Arc, Mirabeau, Joseph Caillaux et le Grand Ferré.

LE PETIT JEU



La direction de Paris-Soir ne reculant devant aucun sacrifice pour achever d'abrutir ses lecteurs, déjà si durement touchés, vient d'inventer un nouveau jeu : les Mots-Formules.

Aussi spirituel que le fameux jeu du toc-toc, il permet à la fine gaité française de s'exprimer librement. Il suffit d'additionner ou de soustraire des noms, puis vous annoncez le résultat. Exemple :

Un wagon-lit + 4 roues = un lit.

Qu'on nous permette d'en suggérer quelques-uns :

Un comte-colonel + un vauel + un lecteur de Paris-Soir = trois imbéciles.

Un adjudant + un fic + un garde mobile + un mouchard = un tas de fumier.

Si ça vous amuse, vous pouvez continuer. Les romanichels.

LE PLENUM DU CONSEIL NATIONAL

La crise du parti socialiste espagnol s'aggrave

Les travaux du Conseil National du Parti Socialiste Espagnol ont été clos la semaine dernière à Valence.

Le Parti Socialiste Espagnol par son influence dans les masses populaires (U.G.T.) et l'organisation syndicale contrôlée par le P.S.) est un facteur important du secteur antifasciste. Ce sont ses représentants qui détiennent les principaux leviers de commande du Gouvernement de Valence.

Il est intéressant de connaître la situation exacte du Parti Socialiste d'autant plus que ses charges dans le Gouvernement sont en disproportion avec sa force réelle. On sait que la C.N.T.-F.A.I. contrôle plus de la moitié des travailleurs ibériques et que le Parti Communiste lutte avec acharnement pour conquérir des positions dirigeantes tant au P.S. qu'à l'U.G.T.

Avant les événements du 19 juillet 1936 le P.S. Espagnol groupait environ 60.000 adhérents. Les événements d'octobre 1934 avaient déjà sérieusement ébranlé son unité. La crise latente se manifesta ouvertement après la victoire électorale de février 1936. Deux tendances principales s'affrontèrent. D'un côté Largo Caballero, secrétaire général de l'U.G.T., avec son journal *Claridad*, réclamant le pouvoir total pour la classe ouvrière, déclarant que les partis petits bourgeois avaient fini leur rôle. Groupant la majorité des parlementaires socialistes Largo Caballero soutenait les gouvernements du Front Populaire qui se succédaient pendant ce court laps de temps, mais se refusait obstinément de faire partie de ces mêmes gouvernements. Il avait réalisé le front unique avec les communistes, presque inexistant à l'époque, et son homme de confiance Santiago Carillo détenait le poste de secrétaire de la Jeunesse Unifiée (maintenant Carillo est membre du Parti Communiste). En même temps il préconisait l'unité d'action avec la C.N.T.

L'autre tendance du P.S. était groupée autour d'Indalecio Prieto et Gonzalez Peña. Elle formait la majorité de la Commission exécutive du P.S. et préconisait la participation au ministère.

La lutte entre ces deux tendances se compliquait des vieux ressentiments, suite inévitable de la défaite de 1934. Les intrigues stalinien-ses s'en mêlant la lutte s'exaspera à tel point que Prieto et Gonzalez Peña faillirent être tués lors d'un meeting à Ecija, près de Séville, quelques semaines avant les événements de juillet.

Un référendum sur l'opportunité d'un congrès immédiat départagea les combattants en donnant tort à Largo Caballero (45.000 voix seulement se prononcèrent pour la réunion immédiate d'un congrès demandée par Largo Caballero).

Les événements de juillet mirent fin aux disputes. Plus tard, lorsque Largo Caballero fut chargé de constituer le gouvernement il

fit appel à son adversaire Indalecio Prieto pour lui confier le ministère de la Marine. Mais, ce serait mal connaître les politiciens de la trempe d'un Prieto, pour se figurer que cette collaboration était sincère et que les divergences étaient oubliées. L'existence de la guerre civile elle-même était un reproche vivant et une condamnation tragique de la politique de collaboration de classes dont Prieto était le champion.

Une lutte sourde s'engagea entre les deux chefs du P.S. Le conflit s'aggrava le jour où Largo Caballero se montra indépendant à l'égard des hommes de Staline. La dernière crise ministérielle à Valence rendait publics les divergences profondes qui séparaient les staliens et les secteurs révolutionnaires, du front antifasciste tel la C.N.T. et la gauche socialiste de Largo Caballero. Les staliens étaient obligés, de jeter leur masque révolutionnaire pour se ranger définitivement du côté de tous ceux, en Espagne, qui sont opposés à une transformation radicale de la société. Les staliens suivaient depuis longtemps cette politique, mais n'osaient pas rompre publiquement avec leur phraséologie révolutionnaire.

Prieto profita de cette volte-face publique et fit voter par la majorité de la Commission exécutive l'approbation de la démission des ministres socialistes et la politique du nouveau ministère. Le rêve de Prieto à toujours été de constituer un gouvernement « fort ». Le moment semble cependant mal choisi pour réaliser une telle « ambition ». Le Gouvernement Negrin en se coupant par sa politique de répression, des masses révolutionnaires risque de subir le sort d'un autre ministère « fort » que présidait Casares Quiroga...

C'est sur ces problèmes, dont la gravité n'échappe à personne, que le Conseil National du P.S. a été appelé à se prononcer.

Depuis la dernière crise ministérielle la lutte entre la gauche socialiste et les staliens a pris des proportions considérables. Nombreuses organisations socialistes, celle de Madrid en tête, se sont révoltées contre les accusations infâmes dont les staliens abreuvèrent les militants socialistes. La Fédération Socialiste de Valence a décidé de dissoudre tous les comités d'entente jusqu'à ce que Hernandez et la Passonaria retirent leurs accusations contre Largo Caballero.

Le Conseil National, malgré les réserves de la gauche socialiste, a approuvé l'attitude de la Commission Exécutive lors de la dernière crise. Il a voté un blâme aux organisations qui ont décidé de dissoudre les comités d'entente des P.S. et P.C.

Il est évident que ce vote s'adresse à la Fédération Valencienne. Largo Caballero et ses amis, cependant sont loin de désarmer et le journal *Adelante* a redoublé sa cam-

pagne contre les mensonges staliens. D'autre part, dans un meeting de l'U.G.T. à Castellon, Zancajo, secrétaire de la Fédération du Transport et Pascual Tomas, secrétaire adjoint de l'U.G.T., ont dénoncé en des termes violents les manœuvres des staliens qui, après avoir qualifié de traitres les militants socialistes leur demandent de s'unir. Ils ont dénoncé également la politique du P.S.U.C. et de l'U.G.T. en Catalogne (Adelante, 20 juillet). La Commission Exécutive de l'U.G.T. de son côté a pris la décision de rompre avec le P.C. (Adelante, 23 juillet). Il est évident que la décision du Conseil National, dans ces conditions, restera lettre morte.

La crise du P.S. en s'aggravant risque de compromettre l'activité du Gouvernement Negrin. Celui-ci pour donner le change vient de relever de ses fonctions le directeur de la Streté, le colonel Ortega, qui avait ordonné l'arrestation des dirigeants du P.O.U.M.

CHARLES ROBERT.

LES EFFECTIFS DE L'U.G.T. ET DU P.S.U.C. DE CATALOGNE

DES CHIFFRES... LUNAIRES

On a lu par ailleurs les déclarations menaçantes faites à la conférence du P.S.U.C. Pour assoir ses prétentions de dominer la politique catalane, le P.S.U.C. a affirmé, par la bouche d'un de ses représentants, que l'U.G.T. en Catalogne comptait désormais 500.000 adhérents et que la C.N.T. n'en aurait, elle, que 370.000.

Si l'on ne connaissait les précédents des staliens, on pourrait se demander où ces chiffres ont été puisés, sinon dans la lune. A son dernier congrès, la régionale de Catalogne fin mars sans erreur, annonçait, avec déception à l'appui, 55.000 adhérents. Il était à cette époque absolument impossible d'avoir un chiffre même approximatif des adhérents de l'U.G.T. On savait seulement de façon certaine, que celle-ci s'était grossie de l'adhésion massive des petits commerçants, trafiquants, tous gens non syndiqués dans une organisation vraiment ouvrière.

Les affirmations produites à la conférence du P.S.U.C. ne sont étayées sur aucune donnée — et pour cause. Mais l'élément d'appréciation des forces qui rendent le tirage de la presse est resté constant depuis plusieurs mois et malgré les circonstances politiques nouvelles. Il nous révèle ceci, que le tirage quotidien de la *Solidaridad Obrera* organe officiel de la C.N.T. de Catalogne est de l'ordre de 220, à 230.000. (C'est le plus fort tirage de tous les journaux d'Espagne). Avec les autres quotidiens contrôlés par la C.N.T., le tirage total de la presse confédérale à Barcelone seulement est de l'ordre de 280 à 300.000.

Par contre, le tirage des *Noticias*, *Treball*, organes du P.S.U.C. et de l'U.G.T., atteint à peine 90.000 exemplaires.

A moins d'admettre que les adhérents bourgeois de l'U.G.T. et du P.S.U.C. lisent la *Sol* de préférence à leurs journaux « de classe », on se demande où peuvent bien se recruter les 500.000 adhérents attribués à l'U.G.T. par la voix de son représentant.

Nous sommes donc en présence devant les chiffres produits au P.S.U.C. et rapportés par l'Humanité d'affirmations absolument fantaisistes, sans aucun rapport même lointain, avec la réalité.

LA CONFERENCE DU P. S. U. C.

Les staliens préparent-ils une offensive contre les conquêtes sociales?

Les Staliens espagnols préparent-ils de nouvelles « journées de mai » ?

Le parti socialiste de Catalogne vient de tenir ces jours derniers une conférence à grand spectacle. A grand spectacle, car on avait invité un tas de gens et de personnalités parmi lesquels figurait le général Pozas, commandant en chef des forces de l'Est.

C'est le trop fameux Comorera qui a de bout en bout dirigé les débats, si toutefois on peut ainsi appeler les consignes péremptoires que les délégués étaient venus enregistrer.

Au moment où nous écrivons ces lignes, nous ne connaissons ces délibérations que par le truchement de l'Humanité. Telles quelles, elles sont cependant suffisantes pour nous permettre de dégager le sens général de la politique suivie par les Staliens en Catalogne.

Si l'on dépouille les phrases de leur vaine démagogie on s'aperçoit que cette politique n'a pas changé et que son but essentiel est d'arriver à éliminer non seulement les hommes de la C.N.T. et de la F.A.I. des postes et positions politiques, ce qui est déjà presque complètement consommé, mais de s'attaquer maintenant aux réalisations économiques. On va voir selon quel plan.

Le Comorera en question est d'abord venu faire une affirmation de confiance dans la politique de son parti en soutenant que grâce à celui-ci « la Catalogne n'est plus le champ ouvert sur lequel chevauchent sans contrôle l'anarchie négative et la stérilité démagogique de certains républicains ».

Mais où le culot de Comorera a dépassé toutes les bornes, c'est quand il a déclaré que grâce à la ligne politique du P. S. U. C. « la politique de ceux qui prétendaient séparer artificiellement la guerre de la révolution et voulaient implanter leur pseudo-révolution a échoué piteusement ». Or, si notre mémoire ne nous trahit pas, il nous semble bien que c'est précisément le P. S. U. C. et ses alliés qui mettaient en circulation tout de suite après juillet 1936 le mot d'ordre de la guerre d'abord et par-dessus tout ?

Comment s'expliquer une telle palinodie ? C'est très simple. Ces messieurs staliens s'imaginent qu'après avoir, grâce à leurs appuis internationaux, éliminé nos camarades des postes officiels, ils vont pouvoir gagner à eux les masses ouvrières en reprenant les mots d'ordre de la C.N.T. et de la F.A.I. Voilà pourquoi Comorera parle maintenant de « révolution prolétarienne » ! C'est n'est qu'un traquenard de plus. Nous doutons beaucoup que les ouvriers catalans y tombent jamais. La révolution prolétarienne c'est eux-mêmes qui l'ont amorcée et par endroit réalisée en procédant dès le 19 juillet et sous l'impulsion de la C.N.T.-F.A.I. — on ne le répète jamais trop — en socialisant les terres aragonaises, en collectivisant des entreprises et en instaurant le contrôle syndical.

De quelle révolution prolétarienne veut parler Comorera quand il définit ainsi les tâches des syndicats :

1° La situation de la classe ouvrière doit être améliorée, les conditions de travail devant être mieux organisées. Il faut donner aux ouvriers tous les avantages qui sont compatibles avec les autres intérêts de la guerre, il faut lutter contre les spéculateurs et élever le niveau de culture des ouvriers.

2° Collaboration avec le gouvernement dans le but de mieux organiser la production. Réorganisation du système des salaires et de la direction des usines. Rationalisation de la production. Créer une discipline anticapitaliste de guerre dans les entreprises et lutter contre tout sabotage dans l'industrie de guerre.

La réponse se fait d'elle-même, quand on se rappelle que toute l'action des staliens a été dès le début de s'opposer aux socialisations, de proclamer le respect de la propriété, d'organiser et de fomenter des troubles au sein de la population, de saboter l'approvisionnement de Barcelone, de boycotter systématiquement le Front d'Aragon, d'assassiner grâce à une tcheka montée de toutes pièces selon les méthodes moscovites, nos meilleurs militants.

Aussi, chacun des points de ce programme apparaît-il comme une menace nouvelle.

Sous prétexte de « réorganiser les conditions de travail », « le système des salaires », « la direction des usines », « de créer une discipline à l'intérieur des entreprises », etc., il est clair que c'est tout le nouveau système social qui est visé.

Un nommé Victor Colomer a déclaré à son tour que les « staliens » lutteront de toutes leurs forces contre tout essai de collectivisation forcée. Mais il est en même temps nécessaire, a-t-il ajouté, que les collectivisations déjà existantes reçoivent tout l'appui nécessaire de l'Etat !

Cette simple phrase résume à merveille toute la politique passée, présente et future du P. S. U. C.

En effet, les staliens se sont toujours opposés aux collectivisations — qui se sont faites quand même cependant, car elles sont l'expression de la volonté générale des travailleurs s. Et maintenant que le fait est accompli, les réactionnaires staliens veulent qu'elles reçoivent « tout l'appui nécessaire de l'Etat ». Mais cet « appui » ne s'est traduit jusqu'ici que par l'intervention policière et en conséquence, par des violences contre les travailleurs.

Aujourd'hui, les agents de la bourgeoisie camouflés en communistes réclament un renforcement de ces violences.

C'est là que les staliens risquent s'ils veulent mettre leurs intentions en application de rencontrer un gros échec. On les choses resteront en l'état et il est douteux que l'ennemi bolcheviste sur le nouveau point de vue stabilise, ou alors une nouvelle offensive de réaction sociale, analogue à celle du 3 mai, se produira, amenant des troubles fort graves à l'intérieur et accentuant encore la menace fasciste.

Est-ce cela que cherche le P. S. U. C., c'est-à-dire en fin d'analyse Staline ?

Il est bon en tout cas de suivre avec attention le développement de cette nouvelle poussée de réaction qu'annonce la conférence du P. S. U. C.

Tous les militants sincères pour qui l'Espagne ouvrière est autre chose qu'un champ d'action pour la politique de l'U. R. S. S. doivent être sur leurs gardes et empêcher en le dénonçant par avance le mauvais coup préparé par les staliens.

L. A.

Le sabotage du front d'Aragon

(Suite de la première page)

Et ils n'en furent guère plus satisfaits que leurs adversaires politiques.

Il fallut agir sans eux, et c'est ce qu'on fit. En Aragon, bon nombre de villages, des petites villes d'une certaine importance — Caspe, Alcaniz, Barbastro — furent reconquis. Les milices confédérales avancèrent sur une profondeur qui atteignit cinquante, soixante, quatre-vingts kilomètres. Puis, manquant de moyens offensifs, elles se retranchèrent, barant aux fascistes la route de la Méditerranée.

Il fallut bien accepter les faits. Et, puis, qu'on prenait forcément position d'antifascistes, puisque les intérêts politiques des Catalans se heurtaient à ceux des partis de droite, puisque pour sauver ces intérêts, pour conserver les sinécures, il convenait de ne pas laisser gagner la partie à ceux qui attaquaient, les politiciens commentèrent élogieusement l'activité de nos camarades.

Mais aussitôt, ils firent tout ce qu'ils pouvaient pour la saboter. Le front d'Aragon a toujours été systématiquement boycotté par les Negrin, les Azana, les Prieto, les Largo Caballero. On a souvent accusé la Catalogne de ne rien faire, de s'endormir paresseusement dans son régionalisme, de ne pas attaquer en Aragon par haine du reste de l'Espagne. Ce reproche universel s'applique à toutes les fractions politiques ou sociales. Je dois le démentir catégoriquement. Chez les masses populaires catalanes, même chez celles qui ne sont ni anarchistes ni révolutionnaires, même chez le paysan plus ou moins séparatiste, l'esprit de combat a toujours existé.

Mais on ne peut pas s'attaquer aux mitrailleuses avec des bâtons et détruire les fils de fer barbelés avec des pierres. Et les premiers combattants étaient partis, armés, comme ceux d'Irun, comme ceux du Guadarrama, comme ceux de Séville et d'Estremadure, de pistolets primitifs et de vieux fusils de chasse. Ils gagnèrent des victoires, c'est certain, mais au prix de milliers et de milliers de victimes. Le jour où ils durent forcer des retranchements un peu solides, des fortifications bien défendues, un armement plus moderne et plus abondant s'imposait.

LE SABOTAGE

Ni Madrid au début, ni Valence ensuite, n'en fournirent. La Catalogne n'était pas organisée pour créer une industrie de guerre. Toujours sur l'initiative des ouvriers, des usines furent péniblement organisées. Quand on pourra dire par quels moyens, avec quelles machines on parvint à fabriquer des obus et des balles, la stupéfaction et l'incrédulité partageront les lecteurs.

La Catalogne n'avait pas non plus de matières premières, car ce n'est pas avec les marges gisements de fer et de plomb ou de lignite plus ou moins découverts sous la nécessité, que l'on peut fabriquer des armes et des munitions en quantité suffisante. Il fallait acheter tout, machines et matières premières, et les acheter à l'étranger. Pour cela, il fallait de l'argent. La Catalogne en avait peu, surtout elle n'avait pas d'or. Si le gouvernement central qu'a longtemps présidé Largo Caballero avait voulu lui en fournir, on aurait eu, depuis six mois, tout ce qu'il

fallait pour prendre Huesca et Saragosse, et pour incliner définitivement la balance du côté antifasciste.

A aucun prix, aucun des partis et des fractions politiques, siégeant à Valence ne voulaient que la capitale de l'Aragon ou d'une de ses provinces. C'est été permettre l'avance de la révolution. Et nos miliciens durent la rage au cœur, savoir que pendant plusieurs mois les fascistes n'avaient que quelques milliers d'hommes pour couvrir Saragosse et Huesca, sans pouvoir les bousculer.

Une des pages les plus dramatiques de ce douloureux chapitre de l'histoire contemporaine, ce sont les efforts faits par la Catalogne — gauche catalane et C. N. T. réunies — pour arracher au gouvernement central les crédits nécessaires. Les voyages de conseillers et d'émissaires se comptent par dizaines. Et les voyages de nos chefs de colonnes, avec des plans concrets d'offensive se comptent aussi par dizaines. Pas d'argent pour les uns, pas d'armes pour les autres. Valence fut irréductible.

Mais ce sabotage ne consiste pas seulement dans la privation des armes et de l'argent. Les vivres manquèrent également. Le front d'Aragon a toujours été maintenu par les apports spontanés des villages, des collectivités. Sans cette initiative générale du peuple, nos combattants seraient morts d'inanition. Le front d'Aragon a été abandonné sous tous les aspects, et dans certains cas, des armes qui lui étaient destinées furent détournées en cours de route par les ordres des Staliens qui ajoutaient leurs efforts à ceux des bourgeois contre-révolutionnaires.

Il faut le dire ! La guerre ne pouvait se décider rapidement en notre faveur que de ce côté, car les fascistes ne pouvaient que se maintenir sur la défensive. Ne pas avoir favorisé l'offensive quand on le pouvait, c'était laisser à l'adversaire le temps nécessaire pour se préparer à attaquer.

On a trouvé des prétextes : quand on veut tuer son chien... Le principal fut le manque d'organisation militaire de nos forces. C'était en partie juste. Des ouvriers antimilitaristes par excellence ne pouvaient pas, du jour au lendemain, marquer le pas et tourner comme des marionnettes. Mais, malgré ce manque d'organisation, si on avait armé quarante mille hommes de plus pour pousser en avant, on aurait avancé. Si on avait employé la moitié des munitions et du matériel que l'on a dépensés dans des attaques inexplicables sur le front de Madrid, où de part et d'autre on est formidablement retranché, on aurait avancé.

C'était l'essentiel. On n'en fit rien. Et comme les sphères officielles se mirent à réclamer ce qui fut malencontreusement appelé la militarisation, nos camarades s'organisèrent militairement, malgré la résistance de quelques minorités.

Ils ont formés des bataillons, des compagnies, des divisions. Ils ont nommé des chefs

avec des galons. Il fallait passer par là pour avoir des armes et des munitions, c'était la garantie que Valence exigeait pour envoyer du matériel de guerre, eh bien ! soit, on passait par tout, pourvu qu'on puisse attaquer, avancer, battre le fascisme !

La réorganisation terminée, on attendit les armes. On les attendit en vain. Ce qui arriva venait de la Catalogne, et c'était bien peu. On attaqua cependant, comme on avait attaqué avant, des positions importantes. On en prit. Grâce à l'héroïsme des miliciens, surtout confédéraux et faistes, Huesca est depuis longtemps au fond d'une sorte de poche entourée de tranchées. On n'y accède, de Saragosse, que par une route détournée au long de laquelle nos positions arrivent à huit cents mètres d'un côté et à un kilomètre de l'autre.

Valence voulait s'emparer de l'armée d'Aragon et la ruiner moralement. Le gouvernement central s'introduisit de plus en plus dans le mécanisme interne. Il ne s'agissait pas seulement d'une coopération logique sur tous les fronts, et qui fut acceptée par Isglés, notre conseiller de guerre à Barcelone. Cela était secondaire. Le rôle du conseiller lui-même fut annulé, et après les événements de mai, supprimé.

L'OFFENSIVE SUR HUESCA

Le général Pozas, vieux soldat imbécile fut chargé de préparer l'offensive sur Huesca. Il joua son rôle comme il pouvait le faire. Malgré l'abondance et la qualité des armements, malgré l'aviation dont on disposa, Huesca ne fut pas prise. La colonne internationale et les gardes d'assaut qui se lancèrent à l'attaque tombèrent par centaines et se découragèrent vite. Cet exemple montre la valeur de l'effort accompli par nos camarades, avec leurs armes périmées.

Pour prendre Huesca, on avait voulu se passer de nos camarades. On voulait éviter à tout prix que ce soient les anarchistes et les colonnes confédérales qui entrassent dans la ville et en apparaissent devant l'histoire comme les libérateurs. Cependant, la colonne Durutti avait reçu l'ordre de prendre deux positions importantes d'où, plus au sud, on pouvait interrompre le trafic sur une route menant à Huesca.

Les positions furent conquises. Mais comme dans les cas précédents, l'aviation fasciste se mit à bombarder et à mitrailler ceux qui les avaient prises. L'arrosage de balles et de bombes dura un jour entier, et malheureusement les promesses faites avant l'attaque, l'Etat-major composé presque intégralement, sinon complètement d'hommes de Moscou, refusa d'envoyer des avions de chasse — il en avait au moins cent-vingt — pour aider nos camarades. Pouvaient agir librement, l'aviation fasciste compléta son travail en lançant des bombes incendiaires qui mirent le feu aux bois qui couvraient les flancs de la montagne. Il fallut partir, abandonner les posi-

tions. C'est peut-être la dixième fois que ce lâchage, ce sacrifice de nos forces se produisit.

LA SITUATION ACTUELLE

Tout cela appartient au passé. Nous pourrions l'enterrer avec les milliers de morts qui sont tombés par le manque d'armes criminel dont ils furent victimes, mais le présent nous intéresse encore plus que le passé, car il est aussi grave pour nous, et plus grave que ce qu'il ne fut jamais pour la lutte antifasciste.

Le front d'Aragon n'est pas maintenant mieux armé qu'avant. Quand les troupes internationales se retirèrent après leur échec sur Huesca qu'elles croyaient prendre comme une bouchée de pain, elles ont emmené les chars d'assaut que nos forces leur avaient prêtés, sur l'indication du général Pozas.

Le boycott financier s'accroît. La plupart des miliciens, qui ont un foyer à soutenir, ne reçoivent pas leur paye. A Bujaraloz, siège de l'Etat-major de la colonne Durutti, gradés et soldats n'ont pas touché un centime depuis trois mois, ne peuvent pas laver leur linge depuis deux mois et demi par manque de savon. Les aliments sont de plus en plus rares. Dans beaucoup d'endroits, j'ai trouvé des camarades que je n'avais pas vus depuis plusieurs mois, amaigris, pâles, visiblement faibles. Les troupes ne peuvent pas faire d'exercices prolongés, de marches de plus de quinze kilomètres, tel est leur état physique. Dans le secteur de Farlete, les avant-postes vivent de la chasse, sans quoi ils mourraient littéralement de faim.

LE DANGER IMMEDIAT

Dans de telles conditions, un front ne peut pas se maintenir. La démolition finit par apparaître. Nous avons bien des camarades qui se rendent compte de la responsabilité qu'ils ont contractée devant l'histoire par-dessus tout, mais bon nombre des miliciens n'atteignent pas le même degré de sacrifice et de dévouement.

Ils savent qu'on les a lancés plusieurs fois à l'attaque avec des munitions insuffisantes, soit pour prendre les positions, soit pour les maintenir. Ils voient que le gouvernement central continue à les saboter, ils sont fatigués par six mois, huit mois, un an de front, par la faim, par tout. Et ils se découragent.

Il est à prévoir qu'un jour les troupes d'un secteur, ne pouvant plus, l'abandonneront, reviendront en masse en Catalogne. Ce jour-là, la presse bolchevique mondiale hurlera à la trahison, et l'aviation bolchevique du front d'Aragon — « Alas Rojas » —, qui a toujours été lâche pour les combats aériens, qui a trahi ouvertement les miliciens dans toutes les actions militaires, mais qui assassine les nôtres à Lérida et sur les routes, aura du courage pour revenir mitrailler les hommes qui, après tant de mois de sacrifices

et de souffrances, abandonnés et trahis, reviendront chez eux d'où ils étaient partis, comme volontaires enthousiastes.

Voilà ce qu'on cherche depuis longtemps, voilà ce qui ne s'est pas produit grâce à l'énergie, à la persévérance de nos camarades. Mais tout a ses limites, et les meilleures résistances s'usent. Si cet écroulement se produit, du moins en saura-t-on les causes.

On veut à toute force déshonorer les nôtres ou les faire massacrer. Les déshonorer par l'abandon du front qu'on expliquera à sa façon. Les faire massacrer au moyen d'une offensive fasciste dans laquelle, manquant de moyens de résistance, ils se feront tuer s'ils résistent. Un ministre socialiste disait il y a longtemps à un de mes amis qui partageait momentanément ses vues, sa pensée intime : que les fascistes enfoncent le front, et alors on enverrait des troupes nettement gouvernementales pour leur barrer la route. La question serait de savoir si, en pleine débâcle, on pourrait y parvenir.

LA TRAHISON POLITICIENNE

Si on n'a pas pris Huesca depuis longtemps, si on n'a pas pris Saragosse, si on n'a pas pénétré au cœur de la Vieille Castille, ou de la Navarre, si Madrid la martyre et la Biscaye n'ont pas été aidées, c'est parce que la politique ignoble de tous les partis l'a empêché en sabotant le front d'Aragon, comme on avait saboté auparavant — je m'occuperai de la chute de Malaga dans un prochain article —, le front d'Andalousie. Ainsi donc, comme tout est lié, si Bilbao est tombé, si les fascistes peuvent en ce moment concentrer leurs forces librement, sur la capitale de l'Espagne, c'est parce qu'on ne veut pas l'honneur au front d'Aragon les éléments d'offensive dont il a besoin, c'est parce qu'on ne veut pas s'entendre avec les hommes qui l'ont organisé, malgré quelques simulacres faits pour gagner du temps.

Cela a coûté des pertes immenses en territoires, cela peut nous coûter la guerre.

APPEL AUX ANTIFASCISTES

Que les antifascistes le sachent : la basse politique est la cause de presque toutes les défaites que nous avons subies. Nos camarades sont tombés en masses. Des colonnes entières ont été fondues. C'est ce que veulent les politiciens qui préfèrent la déroute à une victoire due à un secteur qui n'est pas le leur.

Ils trahissent tout : et la cause de l'antifascisme espagnol et celle de l'antifascisme international, et leur pays, et le monde. Les antifascistes sincères ne font pas de politique. Sur le front d'Aragon sont tombés, lutant côte à côte, des hommes admirables, venus des quatre coins du globe, appartenant à toutes les tendances. Ils étaient pour le moins momentanément, les frères d'une cause commune. Bon nombre d'entre eux vivaient encore s'ils avaient eu les armes nécessaires pour ne pas avoir à faire, en donnant leur vie, ce que les mitrailleuses et les tanks auraient dû faire.

Que l'histoire recueille ces faits, et que l'on réagisse contre eux, si l'on veut sauver l'Espagne.

Robert LEFRANC.

P. P. F. CRÈVÈRA !

(Suite de la 1^{re} page.)

Au contraire « notre héros » était à ce moment un droitier et, qu'on le veuille ou non, il représentait une simple fraction. Mais l'ambition du chef était demeurée. Il comptait jouer sur un sentiment nationaliste qui malheureusement foisonne dans les milieux ouvriers pour amener avec lui la majorité de ceux-ci, faire sa politique et se détacher « en beauté » de la Russie.

Mais « l'Éclat de Moscou » veillait et l'on sait la suite : fondation du rayon majoritaire de Saint-Denis, tentative d'alliance avec Trotsky qu'il connaissait pour l'avoir fréquenté dans les débuts de sa carrière ; échec de cet essai, parce que s'il est vrai que l'un et l'autre sont antistaliniens, ils n'ont pas le même idéal et surtout Doriot sentait fort bien qu'il ne pourrait être le maître.

**

Au point de vue parlementaire, il fut assez astucieux pour garder l'estime de ses électeurs et en même temps faire sentir aux gros capitalistes qu'il se tenait à leur disposition. Dès la fondation du P.P.F., Doriot était au service du capital pour engager une nouvelle lutte de classes tout à l'opposé de celle qu'il avait menée jusque-là.

Si à la Chambre, il avait encore son siège entre communistes et socialistes, il sut mener une action systématique de combat, contre ce nouveau gouvernement, de Front populaire à direction socialiste.

Pour bien montrer que l'intérêt de la politique doriotiste était subordonné non pas à une idéologie mais à l'ambition de son chef, nous rappellerons simplement un fait : Doriot avait demandé son adhésion à la S.F.I.O. La C.A.P. la lui refusa à ce moment parce que le rayon majoritaire de Saint-Denis était sans cesse blâmé par le P. C. et que les bonzes du parti socialiste craignaient une rupture du front commun.

Les différentes phases de l'attitude du maire de Saint-Denis nous montrent bien qu'il n'avait qu'un but : accéder d'une quelconque manière au pouvoir. Ce désir, il ne l'a pas ressenti à partir du moment où il fut chassé du « Grand Parti des Travailleurs ».

Alors qu'il était encore militant de base dévoué, il fit tout pour acquiescer des responsabilités au sein de l'organisme central et aussi la chance d'aider, il se trouvait en effet en prison au moment des élections législatives et ses camarades surent l'en récompenser en le présentant à Saint-Denis où il fut élu.

Ainsi dès le début de sa carrière, sa décision devait être prise : posséder le pouvoir. Il n'a pas su réaliser ses desirs parmi la classe ouvrière, alors il se met contre.

**

Nous pouvons essayer de retrouver les similitudes entre son ancienne action et son action présente qui doivent être une raison de défaite.

« D'abord voyons le titre de son journal local, *L'émancipation*, terme révolutionnaire ; ensuite son journal à grand tirage : *L'émancipation Nationale* qui porte en son titre deux mots qui assemblés nous choquent désagréablement, il est vrai, mais qui peuvent encore pour de nombreux ouvriers exciter la fibre nationaliste, et si ce journal fut un échec auprès du prolétariat de notre pays c'est que le P. C. lui aussi s'efforça d'approuver la fierté patriotique des éléments qui le composaient.

Ainsi, comme le font les « marxistes », le P.P.F. emploie des termes à résonance sympathique, mais à sens creux comme le fameux « gouvernement ouvrier et paysan ». Ce premier point a trait au moyen organique employé par Doriot.

Ce moyen n'est que d'une gravité relative, mais les méthodes socialistes sont à assimiler à celles des bolchevistes, dont nos camarades russes eurent à souffrir au cours d'une cruelle expérience et qui sont encore aujourd'hui à l'honneur en Espagne où ce sont encore nos camarades qui font tous les frais de ce qu'ils appelleraient « dictature du prolétariat ».

**

Ces méthodes ont des chances de succès surtout lorsqu'elles sont complétées par de l'argent. En quoi consistent-elles ? Il s'agit simplement de s'imposer, faire beaucoup de bruit, lorsqu'on se trouve à dix, faire croire que l'on est cent, provoquer une agitation incessante, être présent partout à la fois, savoir imposer par des phrases dénuées de sens et auxquelles on ne peut pas apporter d'arguments contradictoires. Un autre moyen particulièrement important est d'attirer à son organisation, les éléments d'un parti voisin où l'on a certaines chances de succès.

Pour les premières, si nous n'avons pas de chiffres exacts des adhérents P. P. F. nous pouvons augurer sans crainte qu'ils sont plus de dix fois moins nombreux que les P.S.F., cependant on parle autant des premiers que des autres, aux Champs-Élysées, les vendeurs de *L'émancipation Nationale* sont bien plus nombreux que ceux du *Flambeau* ce qui nous indique bien le désir d'agitation qui anime les éléments doriotistes. Quant aux seconds, rappelons ce fameux « Front de la Liberté » qui tend à « noyauter » tous les éléments nationalistes qui pourraient adhérer. La réapparition de *La Liberté*, sous la direction Jacques Doriot permet en réalité au « blackboulé » de Saint-Denis de se faire

Ceux qui s'en vont

Cette semaine encore nous apprenons la mort d'un bon camarade, Pistono, qui est décédé dans sa 45^e année dimanche dernier, à l'hôpital Tenon. C'était un vieux militant libertaire. Longtemps il avait milité aux Métaux et récemment encore au syndicat des creusiers de journaux.

A sa compagne, nous adressons notre sympathie fraternelle.

connaître et d'attirer à lui tous les éléments bourgeois opportunistes.

Nous avons parlé tout à l'heure d'un autre noyau qui permet certaines chances de succès : l'argent. Cet argent que l'ex-communiste dépense sans mesure, dont on ne sait pas la provenance exacte, alors qu'il dénonce l'argent de Moscou, quelle ironie ! et qui lui a permis de recouvrer toute la France d'affiches de propagande, et aussi de gagner de nombreuses sympathies parmi la presse plus ou moins dite indépendante. Cet argent qui lui permet maintenant de dénoncer dans Choc par l'intermédiaire du comte Pozzo di Borgo les ressources du « colonel en mal de réconciliation nationale », ces fameux 20.000 francs par mois dont la presse se fait soit avec plaisir, soit avec amertume l'écho.

Toutes ces raisons qui semblent arguer en faveur de l'apprenti dictateur doivent en réalité se tourner contre lui. La preuve : les dénonciations et la méfiance du colonel de La Rocque vis-à-vis de l'ex-général rouge. Le passé de l'antimilitariste acharné que nous avons pu connaître lui joue de sales tours et ce même colonel ne se gêne nullement pour faire entendre que Doriot fait le jeu de la réaction.

Une preuve encore plus éclatante de son échec certain, ce sont les élections de Saint-Denis où le Front populaire l'a emporté de beaucoup sur celui à qui Dormoy voulait serrer la main.

C'est surtout cette dernière raison qui nous permet d'affirmer que le P.P.F. est voué à l'échec. S'il est vrai que ces élections ne nous ont pas donné satisfaction puisque nous sommes antiparlementaristes, elles nous ont prouvé que le prolétariat n'était pas encore bon pour la triche. Doriot fut suivi par les ouvriers tant qu'il les défendait, il en fut abandonné dès qu'il les abandonna. Ainsi ces élections renforcent notre thèse : le prolétariat est majeur. Il lui suffit simplement de s'en rendre compte pour vaincre non seulement ce qui représente directement la réaction mais aussi ce qui en fait le jeu : le régime parlementaire. P.P.F., si les ouvriers le veulent crévera.

P. SERVANT.

UN AVIS AUTORISÉ

Un rédacteur du quotidien de la F. A. I. « Nosotro » a interrogé Michel Koltsov, président de la délégation soviétique au congrès des intellectuels et membre de la direction de la « Prawda » sur ce qu'il pensait du mouvement anarchiste en Espagne. Voici sa réponse : « Je considère le mouvement anarchiste espagnol comme un des secteurs des plus forts et des plus grands du mouvement ouvrier révolutionnaire. J'ai vu dans les batailles de Jarama et de Pingarron l'attitude héroïque de la brigade 70 de l'invincible division de Cipriano Méra, membre de la F. A. I. de Madrid ».

Après une telle déclaration, que doit-on penser de la politique du parti communiste espagnol qui, associé avec les éléments de la bourgeoisie, fait arrêter, voire assassiner

LA RÉPRESSION EN INDOCHINE

D'un camarade résidant à Saigon nous recevons d'inquiétantes nouvelles sur la répression politique qui sévit en Indochine.

L'arrivée au pouvoir du Front populaire n'a en rien changé des procédés dictatoriaux des proconsuls républicains.

Les juges condamnent à tours de bras, tandis que les journaux ouvriers mènent une existence des plus pénibles. « Nous sommes littéralement traités », nous dit notre correspondant, il va sans dire que cette répression s'abat tout particulièrement sur les indigènes, quelle que soit leur situation sociale, qui combattent la domination de l'impérialisme français.

AVIS AUX COPAINS

Charles d'Avray réédite ses œuvres pour octobre.

QU'EST-CE QUE CE SYNDICALISME ?

Depuis que je suis syndiqué à la C. G. T., je vais d'étonnements en étonnements.

Je travaille, je cotise, j'assiste à toutes les réunions de chantiers et aux assemblées générales. J'ai eu l'occasion de discuter pas mal de fois avec des syndiqués et j'ai constaté que si la plupart, ont une bonne mentalité ils n'ont par contre aucune éducation syndicale proprement dite.

Tous voient la nécessité de l'organisation, sans toutefois en connaître ni l'histoire, ni la profondeur, ni la portée sociale, et ils écoutent docilement le rabâchage éternel des malins qui leur font l'éloge du ventre plein, mais jamais n'essaient d'éclairer leurs cerveaux.

Depuis sept mois que je suis à la C. G. T., je n'ai encore entendu aucune conférence éducative qui puisse renseigner le collant endormi sur les buts du syndicalisme et lui faire entrevoir sa libération par le syndicat.

Je connais beaucoup de mes compatriotes et un très grand nombre de Français qui ne voient en leur carte syndicale qu'un permis de travail, qu'une formalité nécessaire dont on ne peut se dispenser. Et j'en conclus que pour les fromagistes et les subtils politiciens qui pullulent à la C. G. T., il faut des cerveaux vides et des cœurs sans énergie, car ils sont plus maniables et plus malléables au gré de l'ambition crapuleuse des arrivistes.

Triste syndicalisme, produit de la carence de bureaucrates incapables ou asservis à laquelle doit pouvoir suppléer la vigilance des syndicalistes dignes de ce nom pour opérer le redressement nécessaire.

Sail Mohamed.

L'ÉGLISE ET L'ARMÉE !

(Suite de la 1^{re} page)

J'eus mille peines à lui faire comprendre qu'être dans l'opposition et être au Pouvoir, ce n'est pas la même chose et que ce ne sont pas seulement deux situations qui imposent à l'homme politique deux attitudes différentes, mais que ce sont encore deux positions contradictoires qui jettent le même politicien sur deux voies opposées.

Le pauvre type n'en revenait pas, et, quand à l'appui de cette affirmation générale je lui ai rappelé le nom de multiples parlementaires qui, dans l'opposition avaient été de gongoules latistes et au Gouvernement, avaient mis dans leur vin beaucoup d'eau bénite, celui de républicains éprouvés qui avaient pactisé avec la réaction, celui de socialistes à tous crins devenus de vulgaires défenseurs de la légalité capitaliste, ce partisan cent pour cent du Front populaire, ce jôbar qui avait, enthousiaste et confiant, voté rouge, se passa la main sur le front, comme s'il eût essuyé un choc violent et soupira : « Alors, c'est ça la politique ? Eh bien, c'est du joli ! »

**

Puis, il me pria de lui dire ce que je pensais de la réception faite au légat du pape et des honneurs qui l'avaient escorté durant son séjour en France.

Et il fut stupéfait lorsque je lui répondis que toutes ces mascarades ne me causaient ni surprise ni indignation et ne faisaient que renforcer l'incroyable dégoût que m'inspirent les institutions actuelles.

Le « souverain pontife » et son ambassadeur Pacelli, cardinal de son métier, sont dans leur rôle et dans la tradition séculaire de l'Eglise, poursuivant son rêve de domination mondiale. Il est donc naturel que, dans la poursuite de ce rêve auquel ne renoncera jamais le successeur de saint Pierre, le Vatican s'efforce à éblouir les travailleurs par l'éclat et le caractère majestueux de ses exhibitions publiques et à s'assurer l'agissante et généreuse protection des possédants et le précieux concours des gouvernants.

De leur côté, les gouvernants, qu'ils soient de droite, du centre ou de gauche, croyants ou libres penseurs, spiritualistes ou matérialistes (le fait de gouverner s'efface devant toutes ces distinctions) ont le plus grand intérêt à se montrer en parfait accord avec l'Eglise et l'Armée dont le soutien leur est indispensable.

Les gouvernants sont donc, eux aussi, dans leur rôle, quand ils prennent part, avec ostentation, aux démonstrations de grand style et aux manifestations théâtrales de ce genre.

C'est pourquoi ces solennités tintamarresques, ces galas officiels, ne suscitent en moi ni indignation, ni surprise et ne font qu'accroître la répugnance et l'aversion que m'inspire l'odieuse société contemporaine, toute de bluff, d'hypocrisie et d'impudence.

Ce qui porte à son comble le dégoût que je ressens, c'est l'écœurante attitude de ces centaines de milliers d'individus, de cette multitude qui se découvre, se signe, s'agenouille, chante, vibre, tressaille, frémit, trépite, s'enthousiasme, acclame, ovationne, au passage spectaculaire de cette fanfaronnade militaire et de cette quinquillerie religieuse qui s'étale sur la poitrine des Gouraud et des Gamelin et dans le dos des Verdier et des Baudrillart.

Tout bien considéré, ce tam-tam et ce tra-la-la n'ont de valeur qu'à titre indicatif. Ce qui est autrement important, c'est la tenue de ce Congrès Jociste dont Ridet a dit, la semaine dernière, ce qu'il fallait dire.

**

Il est manifeste que le monde catholique s'essaye présentement à un retour offensif de grande envergure. Effectifs et armements, rien n'y manque.

Des prélats aux plus humbles membres du clergé, des plus élevés prédicateurs aux plus bredouillards des curés de campagne, des ordres religieux aux jésuites en robe courte, toutes les forces de l'armée noire se jettent dans la mêlée, toutes prennent part à l'offensive et lui consacrent un effort aussi persistant que vigoureux.

Prenez garde. Ouvrons l'œil. Ne nous endormons pas. Rappelons-nous que l'action confessionnelle ne se sépare pas par de l'action politique et que « la religion » est l'égoïste collecteur qui centralise et « roule confusément les eaux putrides de tous les courants réactionnaires ».

Ne négligeons ni la propagande anti-religieuse, ni la lutte contre le militarisme : le capitalisme sans la religion et l'Eglise sans l'armée seraient privés des forces principales de résistance qui les défendent et les sauvegardent.

Sans ces forces, l'Eglise et le capitalisme ne tarderaient pas à succomber.

SEBASTIEN FAURE.

LE 29 JUILLET

PARIS, XIX^e ARRI, à 20 h. 30, Salle Fougner, 158 bis, rue de Flandre.

CONFERENCE PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

Ce que veulent les anarchistes

Orateurs : SAIL MOHAMED, RIDET.

JEUNESSE ANARCHISTE COMMUNISTE (GROUPE DU 12^e)

GRANDE REUNION PUBLIQUE

73, avenue Daumesnil

le mercredi 4 août à 20 h. 45

CONTRE LES DEUX ANS ET L'UNION SACREE

Orateurs des Jeunesses Frontistes — J.S. (S.F.I.O.) — J.S.R. — Jeunesse anarchiste communiste.

Jeunesse Anarchiste Communiste

CROISADES...

De toutes les questions discutées (si l'ose dire) au congrès de la J.C., il en est deux qu'il convient particulièrement de souligner. L'Unité et la Guerre.

Nous avons été les premiers à nous élever avec violence au temps, pas très lointain, où le P. C. vilipendait, d'une façon qu'il est toujours désagréable de qualifier, le P.S. Souls, au-dessus des bagarres de clans, de coteries, nous réclamions l'Unité. Plus tard elle se réalisa avec le Front populaire. Nous avons su sur quelles bases et quels en furent les résultats.

Aujourd'hui, la J.C. réclame à son tour l'Unité. Du premier ténor officiel, jusqu'au plus humble accessoire, tous entonnent le refrain à la mode : Unité, Unité, Unité. De même qu'il faut distinguer Judas de révolutionnaire, il ne faut pas confondre Unité et Unité.

Lorsque nous réclamions l'Unité, il était évident que nous demandions l'union de tous les éléments révolutionnaires, d'accord sur le principe minimum de lutte de classes.

Cette formule est, paraît-il, périmée. Reniant la doctrine de Lénine (au fait, n'est-ce pas un espion trotskyste ?) la J. C. tend maintenant la main à qui veut bien la prendre. Récentement aux volontaires nationaux ; maintenant, aux Jockistes. Ce sont des exploités, disent-ils. Le flic et le mouchard aussi.

S'il n'y avait là que réclame, battage de commerce qui veut placer sa camelote, ce ne serait pas tellement grave. Mais la J.C. a d'autres ambitions. Ce qu'elle veut, avant tout, ce n'est pas faire le bonheur de la jeunesse française, mais réaliser l'Union sacrée. Elle met tout en œuvre pour y arriver. Moralement, par l'abrutissement complet de la jeunesse laborieuse doublé par une campagne de chauvinisme, à faire pâlir tous les vieux patriotes, qui, pourtant, ont fait leurs preuves. Matériellement, en réclamant sans cesse l'éducation physique obligatoire. L'Avant-Garde du 26 septembre 1936 publiait une interview du docteur Dézarnauds. Celui-ci, parlant de son ignoble projet, déclare : « Ce n'est qu'un premier pas, mais nous irons jusqu'au bout avec votre aide ». Pour qui n'est pas fanatisé par leur phraséologie creuse, la vérité se fait rapidement jour. La J.C. prépare la jeunesse à l'acceptation de la guerre impérialiste. Pour la défense de l'U.R.S.S. ou pour la lutte de la démocratie contre le fascisme. Tous les prétextes sont bons.

La J.C. trahit les jeunes comme l'I.C.J. a trahi la révolution. Que ce soit en Allemagne, ou, à l'heure actuelle, en Espagne. Et si demain les menaces de conflit international deviennent une réalité, ils entraîneront la jeunesse dans la boucherie capitaliste. Il nous appartient donc, à nous, les révolutionnaires de lutter plus que jamais contre leur politique chauvine, et de répéter que nous ne marcherons dans aucune guerre, quel qu'en soit le prétexte. C'est notre intérêt, c'est notre devoir.

GRANGER.

CONVOCATIONS

C. I. de la Région parisienne. — Lundi 9 août, local du « Libérateur ».

23^e J. A. C. — Pendant la période d'été, réunion du groupe tous les 15 jours. Prochainement le 5 août, à 44, rue des Archives.

Ve. — Tous les mardis, à 20 h. 30, café Réveil-Matin avenue des Gobelins, angle rue des Gobelins.

Xe. — Formation du Groupe J. A. C. et U.A., réunion de tous les militants et sympathisants le lundi 9 août, au « Lib », à 21 h.

Xe. — Réunion tous les jeudis à 20 h. 45, rue Papillon, 36, rue de Vanves.

Xe. — Réunion tous les jeudis à 20 h. 45, rue de la Roquette.

XIII^e. — Tous les mercredis à 20 h. 45, 219, fg Saint-Antoine.

XIII^e. — Tous les mardis, 22, rue des Gobelins, à 20 h. 30.

XIV^e. — Tous les mercredis, à 21 heures, café Papillon, 36, rue de Vanves.

XV^e. — Tous les vendredis à 21 h., 117, rue Saint-Charles, chez Orclé.

XVI^e. Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 heures, chez Cuvillier, 50, avenue des Montreaux, Billancourt.

XVII^e. — Tous les jeudis à 20 h. 30, rue des Apennins.

XVIII^e. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au Sans Souci, 100, rue Ordre.

XIX^e. — Tous les mardis à 20 h. 30, salle Quenelle, 70, rue de Flandre.

XX^e. — Tous les mercredis, à 21 heures, chez Lejeune, 67, rue de Ménilmontant.

Etudiants et Lycéens libertaires. — Permanence tous les samedis au « Lib ».

Aubervilliers. — Tous les jeudis à 20 h. 30, chez Goubert, rue des Postes.

Aulnay-sous-Bois. — Tous les vendredis à 20 heures 30, salle Delrieu, 10, rue Jules-Simon (angle de la rue d'Amiens).

Bagnux. — Réunion tous les vendredis, 20 h. 30, au 18, rue de la Lisette. Appel à tous les révolutionnaires.

Bicêtre. — Tous les mardis, à 20 h. 30, salle Lecoq, 50, avenue de Fontainebleau.

Bobigny. — Tous les samedis, à 20 h. 30, salle Duvernois, place Carnot.

La Courneuve. — Tous les mardis, salle de la Renaissance, 107, rue de Flandre à 21 h.

Clichy. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 92, rue de Paris.

Colombes. — Permanence du groupe J. A. C. tous les samedis après-midi, 5, villa Kreiser (rue de la Reine-Henriette), au « Groupe d'Etudes Sociales ».

Gennévilliers. — Tous les vendredis à 20 h. 30, 90, rue Saint-Denis.

Levallois-Perret. — Tous les samedis, à 21 h., 69, rue Marius-Aufan, au café.

Livry-Gargan. — Tous les 1^{er} vendredis du mois, 44, allée Montgolfier (Gargan).

Et tous les 3^e vendredis, salle des réunions de la mairie.

Montgeron, Yerres, Brunoy. — Tous les premiers et troisièmes samedis du mois, à 21 h., salle Parthennaud (Relai Forestier), au coin de l'avenue Pasteur et de la route Nationale.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h 30, salle de la Coopé, rue de l'Eglise, 11.

Nogent. — Tous les mercredis à 21 h. chez Barreau, 90, Grande-Rue.

Pré-Saint-Gervais. — Adresser la correspondance à Marco Funck, 2, place Séverine.

Sartrouville. — Groupe en formation. Ecrire à Leprince, 62, rue de la Frette pour renseignements.

Villeneuve-Saint-Georges. — Réunion tous les 1^{er} et 3^e samedis du mois, à 10 heures du matin, chez Calloch, café-restaurant, avenue Carnot.

Chambéry. — Tous les samedis à 21 h. au Bar Louis, rue de la Gare.

Grenoble. — Tous les mardis à 20 h. 30, café Maurice, 21 rue Tailleur.

Montpellier. — Tous les mercredis à 20 h. 30, réunion au local, 1, boulevard Bonne-Nouvelle.

Lille. — Réunion tous les jeudis au Cabaret Flamand à 20 h. 30.

Lyon. — Les jeudis au siège de l'U. A. (téléphonat Lyonnais), 212, rue de Créqui.

Marseille. — S'adresser au camarade Claude, 176, cité Loucheur, Saint-Pierre.

Nice. — Un groupe est en formation. S'adresser à la mercerie Rose-Jeanne, 26, boulevard Pierre-Sota.

Rouen. — Ecrire à Léon Bordier, Hôtel de Neufchâteau, 20, rue d'Amiens.

Valenciennes. — Tous les samedis, à 18 h. 30 au siège, 3, rue Abel-de-Pujol.

Toulouse. — Réunion tous les mardis et samedis à 21 heures, 4, rue Tripière.

Alger. — Ecrire à André Vaillant, chez Mme Yvonne, 8, rue Berthelot, Alger.

Oran. — Pour le groupe J.A.C. s'adresser au Centre de Divulgation Sociale, rue de la Mosquée, 12.

NOTRE LIBRAIRIE

BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Douze preuves de l'inexistence de Dieu, par S. Faure.

Evolution et Révolution, par Elisée Reclus.

Aux jeunes gens, par Pierre Kropotkine.

Entre paysans, par E. Malatesta.

Immoralité du mariage, par René Chaughy.

La Morale anarchiste, par Pierre Kropotkine.

L'Amour libre, par Madeleine Vernet.

L'Anarchie, par Elisée Reclus.

Le droit d'ignorer l'Etat, par H. Spencer.

L'A. B. C. du Libérateur, par Jules Lermina.

Malthus et l'Anarchisme, par C. L. James.

Les crimes de Dieu, par Sébastien Faure.

Les endormeurs, par Michel Bakounine.

L'Education de demain, par C. A. Laisant.

Propos subversifs, par Raoul Odin.

La Peste religieuse, par Jean Oust.

La Loi et l'Autrité, par Kropotkine.

Communisme et Anarchie, par Kropotkine.

A mon frère le paysan, par Elisée Reclus.

La Rhétorique du peuple, par Raoul Odin.

Le droit à la Parole, par Paul Lalande.

A bas les morts, par Girault (suivi de La Culte de la charogne).

Les Capitalismes en Guerre, De Briey à la Ruhr, par Rhillon.

L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine.

Pages d'histoires socialistes

PARIS-BANLIEUE

A TOUS LES CORRESPONDANTS

Nous rappelons à nos correspondants que les communications pour les rubriques « Voix de banlieue et de province » doivent parvenir avant le lundi midi aux bureaux du Lib. Les copies doivent être envoyées, qu'il est possible, être visées des groupes. Elles doivent être écrites à l'encre, d'un seul côté de la feuille et, autant que possible, ne pas dépasser trente lignes.

BAGNEUX

Est-il vrai que quelques professionnels embauchés spécialement pour préparer les réjouissances (1) locales du 14 juillet se sont vu refuser par la Municipalité communiste, le tarif syndical ?

Il leur aurait été alloué 7 fr. 20 de l'heure alors que le tarif manoeuvre est de 7 fr. 90 et le tarif professionnel suivant le métier, varie de 9 à 10 francs.

Mais n'y a-t-il pas à Bagneux un comité inter-syndical qui aurait pu intervenir. Il est vrai que ses dirigeants doivent être de braves communistes et dame, il est difficile de concilier l'obésité politique avec la revendication syndicale.

Nous attendons un démenti qui se fera peut-être longtemps attendre.

Allons les compagnons, allez-vous encore supporter qu'on se foute de vous ainsi et est-ce que ça s'avère à clous n'est plus à l'honneur dans les salines méthodes des gars du bâtiment ?

Elle Cadéral.

CHELLES

Des distractions à bon marché

Comme à Gagny, le citoyen Fouchard, maire, est un ancien secrétaire local du Comité des chômeurs ; car chez les nacos on fait à la con, on les fonctions de maire et puis inéluctablement de député.

Au début de sa « gestion » municipale, lorsqu'il fallait célébrer un mariage « bourgeois », il avait recours à un procédé propre à faire reculer d'épouvante les maires de Sparlacus : il se « déguisait » en terrassier et ce à la grande joie des nacos ; ce qui scandalisait les transies de la localité. Bref, dans ces chers et chers, il y avait là un commencement de « dictature » du prolétariat. Pensez donc la « défe » imposant la loi au « gibus ».

Mais ce ne fut qu'éphémère ; une note émanant du 120 arriva un beau jour, lui intimant l'ordre de cesser le scandale ; et d'avoir à se mettre à la page... unir-unir.

Et le bougre qui est un 500/100 ne se le fit pas dire deux fois ; il travailla à la réalisation de l'union sacrée.

Et l'on peut dire que son imagination « artistique » laisse loin derrière celle d'Emile Zola. Lui n'avait trouvé que des chars et des relais à exhiber tandis que le citoyen Fouchard a organisé une course de taureaux « orthographiés « toros » ce qui fait plus « madrilène » avec des toréadors venus spécialement d'Espagne.

Prix des places : 10, 15, 25, 35 francs puis un intervalle annonçant la « vente » des tribunes officielles ; car chez les nacos on fait à la con, on les fonctions de maire et puis inéluctablement de député.

Vraiment on a l'air d'être un « as » dans la ville de Chelles ; des mauvaises langues enchevêtrées déjà qu'ils ont tous gagné à la loterie nationale.

La question ne se pose pas pour l'ex-chômeur Fouchard puisqu'il a palpité 35 billets chaque année ce qui lui permet de s'offrir ces modestes « fantaisies ».

Mais les autres, chômeurs, parias sociaux, il n'y en a donc plus à Chelles ? pour avoir accepté ce genre de distraction sans murmurer ?

O suffrage universel voilà bien de tes coups ! Encore un exemple de plus à enregistrer au compte des « fils de terre ».

INTERCOMMUNAL BANLIEUE-SUD

M. Chauviré accuse...

Les socialistes locaux étant en désaccord avec les nacos et ayant par tracts, dénoncé l'attitude du « parti frère », M. Chauviré, secrétaire de la section du P.C., cumulant et bifurcité notable, les accuse de prendre leurs mots d'ordre chez « les socialistes locaux », locaux, ennemis du Front populaire. Nous devons remettre les choses au point : Tout d'abord, les socialistes sont assez grands pour se déterminer eux-mêmes ; ensuite nous ne sommes nullement honteux de discuter publiquement avec les socialistes de la base, ce qui prouve qu'avec eux, on peut encore causer sans se faire insulter comme avec vous et qu'on ne leur a pas défendu de nous fréquenter ou de nous causer comme vous le faites à vos fidèles ainsi qu'à des gosses qui vont à l'école. Ils seraient sans doute assez démocrates pour se refuser à pareille recommandation. Au lieu de toujours rejeter vos désaccords sur les « soi-disant anarchistes », examinez-les devant une glace et vous verrez que s'il est un point sur lequel, socialistes, anarchistes et d'autres sont d'accord, c'est 100 % c'est sur votre jésuitisme et votre ardent désir de toujours « plumer la volaille ». Parlez-nous plutôt du naufrage de votre réalisation communautaire : « le restaurant des chômeurs » dites-nous s'il n'y a pas dans cette histoire encore une nouvelle absence saisonnière de fonds ou quelques démanagements du bout des doigts, dites-nous aussi pourquoi vous n'annoncez pas sur « Front rouge » que les députés communistes (tous) ont voté contre l'augmentation de 8.500 fr. de leur solde annuelle au risque de crever de faim comme un chômeur ou un vieux travailleur ! Sacré fumiste va ! qui juge les autres d'après sa mentalité à lui. Quand donc le peuple comprendra et jugera ces soi-disant communistes à leur juste valeur ?

L'œil noir.

LIMEIL-BRENNES

Des camarades anarchistes de Breannes font un pressant appel à tous les ouvriers révolutionnaires pour qu'ils viennent se joindre à eux et former un groupe communiste-anarchiste. De nombreux ouvriers, en effet, s'inquiètent de constater la carence des organisations qui prétendent les représenter. Par la faute de ces dernières, par leurs concessions répétées et leur dégoût devant les puissances d'argent, ils ont permis à la bourgeoisie de reprendre l'offensive dans des circonstances bien meilleures qu'il y a un an. Les politiciens, grâce au poison électoral, ont désarmé la classe ouvrière et brisé son action directe. Aujourd'hui, ils s'approprient de nouveau à brigner vos suffrages pour vous bernier une fois de plus, avec les vieux bobards archi-vieux avec lesquels ils hercent vos espérances pour mieux vous endormir.

La classe ouvrière ne doit plus se laisser dupé par les charlatans de la politique. La faillite du parlementarisme et du marxisme vient d'être une fois de plus démontrée.

Le prolétariat ne doit plus compter que sur lui-même. Aussi les anarchistes vont organiser prochainement une réunion publique pour exposer leur doctrine et leur tactique actuelle. Ils comptent sur la présence de tous les vrais révolutionnaires. Le lieu et la date de cette réunion paraîtront dans le prochain « Libertaire ».

Un groupe de copains libertaires.

VALENTON

Pour la troisième fois
Le « Flambeau » n'a pas flambé

Un avion P.S.F. devait survoler la région et l'inonder des torchons flambeau. Le Petit Journal, et il n'en fut rien, ils eurent recours alors au (demi) ballon Pérold, qui, comble de malchance, s'est dégonflé avant l'ascension.

Les pauvres émules du colonel comte de la Roque, en sont restés dans leurs terriers vociférant de leur échec cuisant.

Comme nos croix de feu ne sont pas contents de notre contre-manifestation anti-fasciste, ils nous ont fait informer que nous serions assassinés les uns après les autres... Brou...ou...ou... quelle menace !

L'affluence anti-fasciste et en particulier l'action des J.S. qui manifestaient drapeau déployé (ce qui nous a permis de constater que les jeunes marchaient bien et n'étaient pas déçus de se laisser faire), a eu le don de déterminer la colère d'une vieille douairière.

Voilà que maintenant on nous reproche, à nous, anarchistes, d'avoir « ordonné » à un camarade d'arracher le drapeau tricolore à la fenêtre d'un fasciste. Or, nous tenons à préciser que ce camarade n'est nullement des nôtres, il n'appartient à aucun parti politique. Ouvrier syndiqué, anti-militariste sincère, il a agi de sa propre initiative, mais nous tenons à dire que nous comprenons son geste et l'approuvons.

Maintenant nous attendons la « brigade de fer » du comte de la Roque qui doit nous mettre les tripes au soleil, mais nous tenons à lui signaler la médiocrité de son acier, qui fond au contact des antifascistes, nous les invitons à aller trouver de Wendol pour le renforcer.

Le groupe de Valenton.

VOIX DE PROVINCE

COMMENTRY

A la Société Parisienne au chantier du Champ de Foire, les ouvriers ne sont pas payés aux dates régulières.

N'ont-ils donc pas de délégué ouvrier au chantier capable de rafraîchir la mémoire de leur exploitateur ? Autre chose. En raison des congés payés, le chantier fermera pendant 15 jours.

Il y a beaucoup de camarades qui n'ont point droit à ces congés mais pour eux, pas de problème.

Est-ce que vous n'auriez pas pu employer ces pauvres malheureux qui n'ont pas une année de présence dans votre boîte, pendant les 15 jours de congé.

Il est vrai que cela vous importait peu. Vous avez de quoi vous permettre de faire la roublionne, monsieur le directeur de la Parisienne.

Ouvriers, renforcez votre organisation qui lutte contre les exploitateurs. Venez avec nous au groupe anarchiste et tous, ensemble balayons ceux qui nous font crever de faim.

LYON

Les Nacos continuent

Dans la « Voix du Peuple », organe stalinien de la région Lyonnaise, du 23 juillet nous relevons l'insertion d'une lettre qui aurait été adressée à son frère Jean Stazio, ex-député des jeunes socialistes du Rhône et parti depuis quelque temps se battre en Espagne.

Dans cette lettre Stazio, après avoir parlé de l'unité organique des P.S. et P.C. ajoute : « Quant au P.O.U.M. et autres Trotskysistes nous sommes la pour les surveiller », et plus loin « Tu pourrais dire aux anarchistes de Lyon qu'ils n'ont pas à être fiers du comportement de leur parti en Espagne ».

Si vraiment Stazio a écrit cette lettre il est bien sûr pour faire une unité de plus chez les enfants de Staline.

Pour nous, anarchistes de Lyon, nous sommes au contraire très fiers du comportement de nos frères d'Espagne dont la sincérité révolutionnaire est à toute épreuve alors que les valets de Moscou, jésuites, aussi lâches que serviles, ne savent que les poignarder dans le dos, usant de la force lorsqu'ils ne peuvent de l'arme de Basile lorsqu'ils n'ont pas la force pour eux.

Allons, les cafards stalinien occupent-vous de vos organisations : « les femmes nacos », l'Union des puces de France » et laissez les révolutionnaires anars accomplir leur mission de reconstruction sociale.

Le jour viendra où les yeux enfin ouverts, les prolétaires comprendront que le bolchevisme stalinien est à redouter à l'égard des pires fascistes.

M. Lavorel.

Autour du Congrès Doriot

Lors de la venue à Lyon, de la Roque, pour faire sa conférence, on mit à sa disposition ainsi qu'à celle des ses partisans les vastes locaux des chantiers de la Buière près de Villeurbanne. Les communistes de Villeurbanne furent en partie mobilisés pour se rendre devant le chantier pour protester contre la réunion. Parmi ces camarades, il y eut beaucoup de camarades anars. On fit tout de même un peu de bruit, accompagné de quelques coups de poings, que les camarades délégués avec les quelques louistes qu'ils purent appréhender car le service d'ordre était important.

Or, ce dimanche 25 juillet 1937, un rénégal est à Lyon et il est assis à la même place que s'assit de la Roque et tient un congrès. La commune de Villeurbanne a une fois de plus mobilisé les communistes, mais c'était pour aller... à l'île Barbe en fête. Car le P.C. abuse ses moulons de danses, vogues, musique, etc. et laisse Doriot tranquille.

Pendant ce temps, avenues, boulevards, cours, rues, sont supprimées à la circulation de six à huit cent mètres de rayon autour du lieu du Congrès et gardés par les mobiles armés jusqu'aux dents.

MARSEILLE-GERMINAL

Réunion générale : jeudi 5 août à 18 heures précises.

Ordre du jour :
1° Proposition du camarade Durand ;
2° Fête du mois d'octobre. Divers.
Devant le travail tracé et l'état de la caisse, les copains sont priés de se mettre à jour de leurs cotisations.
Présence recommandée.

Le Secrétaire : A. Pascal.

JEUDI 19 JUILLET A 21 H.

Conférence publique et contradictoire sur le sujet suivant :
« Pages d'histoire de la Révolution russe ou l'Europe en 1920, par le Camarade A. Pascal. (Entrée libre.) »

LE PREMIER DEVOIR
DU MILITANT
EST DE S'ABONNER
AU « LIBERTAIRE »

LA VOIX DES CHOMEURS

ATTENTION !

Après un an d'exercice, le Front populaire termine son expérience par le pain plus cher, le pain plus compromis et la liberté plus réduite. Le Front républicain lui succède pour un temps indéterminé. Chateaufort continue l'œuvre de son prédécesseur en augmentant les charges du prolétariat afin de consolider la puissance des oligarchies financières mises en péril en juin 36 et sauvées à grand-peine par les trahisons des organisations politiques et syndicales.

Les travailleurs de la ville et des champs commencent à sentir passer sur eux le souffle républicain bourgeois et conservateur. Demain, ils connaîtront la trique d'un Daladier qui a besoin de racheter son 6 février.

Après s'être servi des chômeurs pour briser la grève de l'hôtellerie, le gouvernement en mal d'économies, renforce ses rigueurs vis-à-vis des sans-travail. Il vient de décider de ne plus s'opposer à l'expulsion de ceux qui ne peuvent tenir leurs engagements vis-à-vis de leurs propriétaires. Dura lex, sed lex ! La loi bourgeoise sera respectée dussiez-vous tous en crever !

Chômeurs, attention ! Vous avez de nombreux ennemis. Les plus dangereux ne sont pas ceux contre lesquels la classe ouvrière a toujours lutté. Ceux-là, vous les connaissez, leurs coups ne peuvent vous surprendre. Vos pires ennemis sont les traitres qui profitent de votre ignorance et de votre trop grande confiance pour se glisser dans vos rangs afin de vous ligotter proprement au nom de l'union et la discipline pour que vous ne puissiez pas bouger. Ils clament à tous propos et hors de propos qu'il faut s'unir, qu'il faut s'allier, qu'il faut chercher dans les poubelles politiques. Ce sont ceux-là qui vous demandent de leur faire une absolue confiance en leur accordant le pouvoir d'agir seuls au nom de tous.

Tant que vous ne ferez pas vos affaires vous-mêmes, vous serez vendus. Toutes les tentatives que vous pourriez faire seraient vouées à l'échec. Ce qui s'est passé au Comité régional de Paris en date du 20 juillet au cours duquel vous avez mandaté une commission pour étudier et rédiger une résolution commune s'inspirant des nombreuses résolutions déposées au présidium. A peine 15 minutes après s'être retirée, cette commission était de retour devant l'assemblée. Son rapporteur ne rien n'approcha, adressa un appel à l'union, donna lecture d'un texte dactylographié de quatre pages sous forme de lettre ouverte au gouvernement et annonce la constitution d'une commission d'action composée de membres choisis par le bureau régional et pris dans cette même commission des résolutions.

Ainsi donc, vous avez pu admettre qu'en quinze minutes la commission ait eu la possibilité de prendre connaissance de plus de vingt résolutions, en ait discuté, ait pris la décision de ne pas respecter le mandat dont elle avait été chargée en renonçant à rédiger une résolution commune s'inspirant des textes de quatre pages composés de la lettre ouverte, tout cela constitue un record de vitesse qui n'est pas près d'être battu. Certains délégués quittèrent la salle sans attendre la fin de la manœuvre tellement ils étaient écumés. Quant aux autres, s'ils n'ont pas compris, c'est qu'ils ont vraiment de la tête dure. A moins qu'atteints de sadisme aigu, ils se soient amusés à piéler au bout. En ce cas, ils feraient bien de se faire soigner.

Chômeurs de France et des Colonies, ne vous laissez pas endormir par les marchands de chansons. Formez des comités locaux groupés en fédérations. Défendez vous-mêmes vos intérêts par la force directe. Songez que votre nombre ne fera rien valoir malgré les affirmations des statistiques officielles. Pensez que seuls sont craints et respectés ceux qui sont redoutables. Montrez-vous forts et résolvez. Ayez confiance en vous-mêmes. Vous n'avez rien à perdre, vous avez tout à gagner. Mais attention ! Prenez garde à ceux qui s'offrent de vous servir mais qui ne songent qu'à vous asservir afin de mieux se servir.

H. GEUFFROY.

PETITE CORRESPONDANCE

♦ Huard demande à Andrée Pêche, à Olive et à Pécaing de se mettre en rapport avec lui.

♦ L'administration du LIBERTAIRE recherche, pour compléter des collections, les numéros du LIBERTAIRE parlant du mois de juillet 1936 (janvier 1937). Nous invitons les camarades qui disposent de ces numéros à nous en faire l'envoi. Nous les remercions à l'avance.

Communications diverses

♦ Une mise au point du C.R.I.E. — Prenant connaissance de la note tardive de l'Agence Espagne (Madrid, 20 juillet), le Comité de la Révolution espagnole tient à souligner les points suivants :

1° Les éléments directeurs du P.O.U.M. (Nin, Gorkin, Andrade, Bonnet, Arquer, Escudé) ont été arrêtés le 16 juin sur l'ordre de la police de Madrid. Le Ministère de la Justice de Valence a déclaré dégrader sa responsabilité au sujet de ces mesures policières (déclaration de MM. Irujo et Zugazaga à Valence le 6 juillet).

2° Le document N° 1 est reconnu par tous les Espagnols de bonne foi comme un faux.

3° Aucune incrimination judiciaire n'a été notifiée jusqu'ici aux éléments directeurs du P.O.U.M.

Aucun document ni rapport de police n'a pu prouver la solidarité du P.O.U.M. avec les éléments subversifs qui agissent pour le compte du général Franco.

Pour le Comité de la Révolution espagnole, le Secrétaire : P. Schmirer.

♦ Le Congrès du R.I.G.M. — Il aura lieu à Paris les 1er, 2, 3 et 4 août (Salle des Sociétés Savantes).

Dimanche programme du congrès :
1° Ouverture du congrès, avec différents rapports sur les origines et le développement du R.I.G.M.

2° Rapports sur les « Fondements de l'Action pour la Paix » : les fondements philosophiques et sociaux ;

3° Aspects du pacifisme : a) les méthodes politiques et économiques de l'action pour la paix ; b) l'impérialisme colonial et la paix ; c) la militarisation des peuples et la paix ; d) notre action présente pour la paix : le désarmement, action primordiale.

4° Rapports des commissions et discussions des projets d'action commune, plan de campagne internationale pour le désarmement et projets divers.

Tous renseignements sont donnés par le secrétariat international auquel on peut écrire : 30, rue Joubert, Paris (9).

Le Gérant : ANDRÉ GRAMER.

Imprimerie Centrale du Croissant (St Nila)
18, rue du Croissant, Paris-20

LA VIE DE L'U.A.

ATTENTION !

Tout ce qui concerne Le Libertaire doit être adressé à SCHECK, 9, rue de Bondy Paris (10^e). Les envois d'argent au chèque postal :

SCHECK André, 487-78, Paris.

III-IV- U. A. — Un groupe est en formation, réunion tous les jeudis à 1^h « Homme Armé », à 21 heures, 44, rue des Archives.

V- et VI- arr. — Tous les mercredis à 20 h. 30, salle d'Artaignan, 22, rue Broca.

XIII- — Tous les copains du 13^e, adhérent à l'U. A., sont priés d'être présents à la réunion mardi au 22, rue des Gobelins, à 20 h. 30. Ordre du jour très important.

XIV- arr. — Le groupe se réunit tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois au café Papillon, 36, rue de Vanves.

XV- arr. — Tous les vendredis, à 21 h., chez Orce, 117, rue Saint-Charles.

XVI- arr. et Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis, à 21 h., chez Cuvilliers, 50, avenue des Moulins, à Billancourt.

XVII- arr., St-Ouen. — Tous les jeudis à 20 h. 30, 3, rue des Appennins.

XVIII- Montmartre. — Tous les mercredis à 21 heures aux « Sans-Soucis », 100, rue Ordener.

XIX- — Le 29 juillet, 20 h. 30, salle Fougner, 158 bis, rue de Flandre. Conférence publique P. C. avec Langlois et Sall Mohamed.

XX- — Tous les mercredis, à 21 h., chez Lejeune, 67, rue Ménilmontant, au 1^{er} étage. La J. A. C. se réunit avec le groupe adultes.

Asnières. — Tous les dimanches matin, à 9 h. 30, 1, rue de Metz, au coin de la rue du Mesnil, vente du « Libertaire » le jeudi et le vendredi au Bourguignon, le dimanche au marché des 4-Routes.

Aulnay-sous-Bois. — Tous les camarades du Comité de propagande sont priés d'être présents du vendredi 3 août. Question très importante et strictement. Présence indispensable du groupe J. A. C. au complet.

Bagneux. — Tous les lundis, à 20 h. 30, café Veron, 150, rue Aristide Briand, à Bagneux.

Blanc-Mesnil. — Tous les lundis, 20 h. 30, salle Auguste, 11, avenue des Lilas. Le Libertaire est en vente chez le dépositaire, avenue Henri-Barbusse.

Bobigny. — Tous les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois, salle Costes-Bougnat, 42, av. Edouard-Vaillant.

Boulogne-Billancourt. — Tous les mardis à 21 h., chez Cuvilliers, 50, avenue des Moulins.

Carrières-sur-Seine. — Le groupe a décidé de rassembler tous les anarchistes de la région le samedi 31 juillet à 21 h. 30, salle de la Mairie à Carrières : Commentaires sur l'article de M. Vazquez. Tous les camarades sont invités à assister à cette réunion.

Clamart. — Le « Libertaire » est en vente au Café Gouberte, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

Champigny. — Le « Libertaire » est en vente Maison Galignon, à côté de la Mairie.

Canton de Charenton. — Réunion le 6 août à 20 h. 30, chez Moureaux, rue des Acacias à Afortville. Ordre du jour très important.

Glichy. — Réunions tous les 1^{er} et 3^e lundis de chaque mois, à 20 h. 30, au 92, rue de Paris.

Colombes. — Permanence au Groupe d'Etudes Sociales, 5, av. Kreissier (rue de la Reine-Henriette). Tous les samedis après-midi.

Drancy. — Tous les copains devront être présents à la réunion du groupe, qui aura lieu le 10 juillet à 21 h., salle Passéon, 50, avenue Marceau.

Ermont. — Tous les 1^{er} et 3^e lundis de chaque mois, à 9 heures, 125 bis, rue de la Gare, au fond de la cour, à droite.

Gagny. — Trop disséminés, il ne nous a pas été possible de former, dans la localité, un groupe spécifiquement libertaire. Cependant, les copains sont expressément invités à se mettre en rapport avec le Groupe d'action pacifiste et sociale (adhérent au R. I. G. M.), seul dépositaire, à Gagny, du surin contre la peste fasciste et le cholière stalinien. — Boyer.

La Garenne Courbevoie. — Réunion tous les vendredis à 20 h. 30, chez François, 7, avenue Marceau, Courbevoie.

Gennevilliers. — Tous les vendredis à 20 h. 30, rue Saint-Denis.

Ivry. — Réunion tous les lundis au Lior d'Or, 24, av. de la République, Ivry.

Levallois-Perret. — Tous les jeudis à 20 h. 30, café Giroux, 83, rue Chevalier.

L'Hay-les-Roses. — Réunions les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois chez Lecocq, route de Fontainebleau au Kremlin-Bicêtre, avec le groupe intercommunal banlieue-Sud.

Livry-Gargan. — Tous les premiers vendredis du mois au 41, rue Montgolfier. Tous les 3^e vendredis, à la Mairie de Livry. Permanence tous les dimanches matin.

Montreuil. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise.

Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, au café du Sieble, maison Pige, face à la mairie.

Palaiseau. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, au local habituel.

Puteaux-Neuilly. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, Salle Municipale, rue Roque-de-Fillol.

Sarcelles, Saint-Brice. — Un groupe de l'U. A. est constitué. S'adresser à Louis Legros, 8, rue de Chaufoeur, à Sarcelles.

Sartroville. — Tous les dimanches, les camarades anarchistes de Sartroville-Maisons-Laffitte se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libertaire » et du « Combat syndicaliste », au marché, à partir de 9 heures, près de la gare.

Sainte-Geneviève-des-Bois. — Le « Libertaire » est en vente chez Couyères, libraire, 77, avenue de la Gare, et chez Maurice, cafetier, 2, avenue de la Gare.

Savigny-sur-Orge. — Tous les militants et sympathisants de la région peuvent s'adresser à Prado, 1, rue des Vergers, à Savigny-sur-Orge.

Stains. — Mardi 3 août chez Fredo, Bd M. Gorki, 20 h. 30, causerie par Ridel : l'U. A. et les Partis Politiques, invitation aux sympathisants.

Groupe Intercommunal banlieue-Sud. — Vendredi prochain 30 juillet à 20 h. 30, réunion salle Lecocq, 50, avenue Fontainebleau à Bicêtre. Tous présents.

Suresnes. — Les réunions du groupe ont lieu tous les mercredis à 20 h. 30, au Balcon des Iles, 19, quai Gallieni, à Suresnes.

Vanteron. — Tous les jeudis à 20 h. 30, salle du Château.

Versailles. — Tous les jeudis, à 21 h., au café de la Grande-Fontaine, 63, rue de la Paroisse, Versailles.

Vert-Galant, Villepinte, Villeparisis. — Permanence tous les dimanches, à 11 h., café Dumet, avenue de la Gare, Vert-Galant, café Rochard, avenue de la Gare à Villeparisis.

Villeparisis. — Réunion tous les 3^e samedis de chaque mois, au Café Rochard, avenue de la Gare, à Villeparisis. Permanence tous les dimanches, à la même adresse.

Villeneuve-Saint-Georges. — Réunion tous les 1^{er} et 3^e jeudis du mois à 21 h., chez Calloch, café-restaurant, avenue Carnot.

Vitry. — Tous les mardis, à 20 h. 30, 56, rue du Génie.

Aimargues. — 1^o Le Groupe fait connaître aux sympathisants que son lieu de réunion est à la Maison du Peuple et les invite à y assister tous les premiers vendredis du mois.

2^o Les jeunes camarades sont invités aux réunions des Jeunesses syndicales révolutionnaires où le meilleur accueil leur sera réservé.

C. G. T. à l'action

Devant l'offensive patronale contre les conquêtes ouvrières de juin 36, qui a mis en faillite le Front Populaire, le Conseil national de la C.G.T. se doit d'affirmer que l'organisation syndicale est majeure et qu'elle défendra par l'ACTION DIRECTE ce que le prolétariat a obtenu PAR l'ACTION DIRECTE.

Les capitulards poursuivent leur besogne

La classe ouvrière subit les attaques d'un patronat de combat. Après avoir été battue dans la grève des coiffeurs, la voilà défaite dans celle des hôtels-restaurants. Les camarades de la corporation expliqueront les faits avec plus de détails, mais les résolutions officielles metant un an ou deux à se faire, les décisions prises par les patrons hôteliers, les promesses d'améliorations sont reportées au 1^{er} novembre ; or, les patrons des hôtels qui viennent de résister avec tant de brio en pleine saison, et malgré le coup de tout d'une exposition, seront bien plus puissants au cours de l'automne. Mais ce qui est grave surtout, c'est la reconnaissance officielle au patronat du droit de faire 10 % de victimes parmi son personnel ; ce droit a été dans la pratique élargi bien au-delà et étendu à tous les syndicalistes actifs.

Ces défaits doivent-elles être imputées à une réelle faiblesse du prolétariat, à un manque de volonté de sa part ? Nullement. Les prolétaires des cuisines surtout ont fait preuve d'une énergie dont on ne connaît pas d'exemple pendant les journées de juin 1936. Dans un autre conflit, non encore réglé à l'heure actuelle, celui des « Magasins Réunis », la masse des employés s'est montrée pleine de courage en manifestant au magasin même malgré les coups de matraque des policiers. Le cran du prolétariat ne demande qu'à s'affirmer.

Parmi les forces qui lui doit affronter, il y a d'abord la police du ministre socialiste Dormoy. Ce Noske français a donné des ordres de répression, on l'a vu renaitre dans la police française et parisienne surtout l'esprit que Chippie avait cultivé avec tant de soin. Le communisme par le docteur Chautemps, après avoir été désavoué et vilipendé par les communistes des bonzes, ces prolétaires avaient manifesté jour et nuit, contre les établissements où les jeunes travaillaient ; cela suffit pour que la direction communiste des H. C. R. B. dénonce les militants syndicalistes comme des provocateurs, et cela au moment où ils sont torturés dans les postes de police et traînés devant les tribunaux.

Cette attitude correspond à une tactique des dirigeants sur laquelle réformistes et communistes sont parfaitement d'accord : pas d'opposition au gouvernement Chautemps, collaboration avec lui, tout au plus démarches respectueuses pour empêcher les brutalités trop criantes.

C'est Thorez qui donne le la au Comité Central du P. C., plus que jamais avec la modestie qui le caractérise il cite son propre texte sur la façon de « terminer les grèves », n'ayant une seule aspiration, freiner l'action prolétarienne pour que les masses ouvrières se rallient sur la voie prolétarienne et portent : Thorez au pouvoir.

Son subordonné Bottereau fait chorus dans le « Peuple », organe de la C.G.T., s.v.p.

La C. G. T., donc on peut dire en l'occurrence qu'elle est la force au service du droit ouvrier, considère que la paix sociale, indispensable à la reprise économique, exige qu'elle ne lance pas ses forces dans la bataille, malgré certaines provocations caractéristiques.

Fidèle à cette tactique elle tentera d'obtenir le respect des conquêtes sociales en demandant l'intervention des pouvoirs publics.

Le général Jouhaux se trouve tout à fait à son aise dans ces manœuvres de freinage ; lui aussi dans le « Peuple » saisit l'occasion d'évoquer Jaurès pour rappeler les phrases les plus édulcorées de celui-ci :

« Ne prenez pas prétexte d'un geste isolé, désavoué aussitôt par les camarades les plus sages, d'un propos brutal et grossier échappé parfois à la maladresse plus qu'à la haine, pour supprimer, pour refouler, dans les jours de grève, cette action collective qui est pour la classe ouvrière la condition absolue de succès ».

Pourtant ces événements ne nous amènent pas seulement à voir la fourberie de nos ennemis. Inévitablement les ouvriers se posent la question : mais que font les libéraux en présence de ces luttes ?

D'abord, constatons que les ouvriers anarchistes travaillant dans les industries touchées par le conflit ont non seulement fait très énergiquement leur part dans cette bataille, mais encore ont été parmi les animateurs les plus courageux. Toutefois ceci est loin d'être suffisant : quand les grèves débordent le cadre de l'industrie et s'étendent en conflit social plus étendu, le devoir des groupes anarchistes est d'être au service actif du prolétariat. Que de fois les grévistes poussés par les faits à la nécessité de l'action directe orientent leurs regards vers les anarchistes pour y rencontrer des éléments aguerris, entraînés et coordonnés. La grève des hôtels et cuisines aura rappelé une fois de plus aux anarchistes que le mouvement libertaire ne peut se borner à des meetings, manifestations, tracts et affiches, les heures vont sonner où la participation active à la lutte sociale va s'imposer : ne perdons pas de temps la besogne à accomplir est immense, préparons-nous.

N. LENOIR.

La "colonisation" s'accélère

Au Congrès de l'Union des Syndicats ouvrier de la région parisienne de février dernier, il fut décidé — sur réclamation des gros syndicats — de procéder à un référendum sur le mode de votation au congrès. En voici le compte rendu signé par Henri Raynaud, secrétaire général de l'Union.

C'est ainsi que trois propositions furent soumises à l'approbation des syndicats. Une proposition de la Commission Exécutive de l'Union accordant :
1. voix de 1 à 250 adhérents.
2. voix de 251 à 500 adhérents.
Au-dessus 501 voix par 500 ou fraction de 500. Une proposition des agents des P.T.T. maintenant le statu-quo.

Une proposition du syndicat de la Marine de Sevran, proposant une proportionnelle accentuant encore davantage que le statu-quo la prime aux petits syndicats. Communication de ces trois propositions fut faite aux syndicats le 10 juin. Le vote fut arrêté le 10 juillet. En voici les résultats :
Sur 628 syndicats possédant un total de 864.017 adhérents, valables au congrès de février 1937, ont voté.
228 syndicats possédant 706.223 adhérents. N'ont pas participé au vote : 400 syndicats possédant 177.778 adhérents.
Ont voté pour la proposition de la Commission Exécutive de l'Union :
163 syndicats avec 630.723 adhérents.
Pour la proposition des agents des P.T.T. (maintien du statu-quo) :
53 syndicats avec 65.090 adhérents.
Pour la proposition de la Marine de Sevran :
12 syndicats avec 4.072 adhérents.
Se sont abstenus :
2 syndicats avec 6.334 adhérents.

En conséquence, ayant obtenu la majorité absolue, savoir 630.723 voix sur 864.017 inscrits et 708.339 votants, la proposition de la Commission Exécutive de l'Union est adoptée. Désormais, au Congrès de l'Union des syn-

dicats ouvrier de la région parisienne, chaque syndicat votera suivant une proportionnelle accordant :

Une voix jusqu'à 250 adhérents.
Deux voix de 251 à 500 adhérents.
Et au-dessus en plus, une voix par 500 adhérents ou fraction de 500.

Henri RAYNAUD.
Secrétaire général de l'Union des Syndicats ouvrier de la R. P.

Le but cherché est atteint. Les petits syndicats n'auront plus qu'à se taire. L'U. D., désormais, sera dirigée par quelques gros syndicats, dont les dirigeants — Costes, Doury, Arrachart — sont en même temps des « lumières » du P. C.

Les organisateurs du « référendum » ont fait tout le nécessaire pour cela.

Ça ! un référendum ? Sans blague ! Représentons les chiffres. Sur 628 syndicats, 400 s'abstiennent, parce qu'ils ont compris que cette consultation n'était qu'une farce.

De deux choses l'une. Ou il y avait référendum des syndicats appartenant à l'U. D. de la R. P. Alors, chaque syndicat — après avoir consulté ses adhérents — aurait répondu par oui ou par non aux questions posées.

Ou il y avait référendum des syndiqués. Et dans ce cas, chaque syndiqué aurait dû être consulté individuellement.

En employant l'un ou l'autre de ces modes de votation, l'U. D. risquait de tomber sur un bec. Ses dirigeants ont donc choisi un troisième mode de vote, vote qui n'a rien de démocratique, vote qui ne ressemble en rien à un référendum, mais vote qui a une immense vertu : c'est de mettre ceux qui l'emploient à l'abri de toute surprise désagréable : « Faire voter les

responsables de syndicats pour tant d'adhérents à l'organisation. »

C'est ainsi que X..., des Métaux, dépose 250.000 « oui » dans la sébile de Raynaud. C'est ainsi que Y..., du bâtiment, et Z..., des produits chimiques, en font autant.

Et tout cela, sans que X, Y ou Z aient jugé bon de consulter leurs mandants.

Eh bien ! nous n'acceptons pas les résultats d'une telle caricature de référendum.

Car si nous acceptions, il suffirait de quelques grandes fédérations « Métaux, Cheminots, Bâtiment » « qui ne tiennent aucun compte de leurs minorités » pour faire la loi au mouvement syndical.

Et comme la plupart des dirigeants de ces fédérations — Croizat, Frachon, Sémard, Arrachart — sont des sous-ordres de M. Thorez, ce serait en somme lui qui dirigerait le syndicalisme. Nous ne marchons pas. Seuls, nous ne pouvons pas beaucoup. Mais si tous les opposants veulent s'unir, nos possibilités sont illimitées.

Que les minoritaires prennent garde. Après les Alpes-Maritimes, le Var. Après le Var, la Seine. Après la Seine, la C.G.T.

Il faut cesser de se lamenter. Le moment est venu de se mettre en travers.

C'est de la R. P. que vient la plus forte attaque. C'est de là que doit partir la riposte la plus vive. Que les 400 syndicats qui n'ont pas répondu, que les 67 qui ont voté contre se rejoignent, et la colonisation ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

Courber l'échine, ou agir. Choisissez.

CAM.

Les luttes ouvrières

LA GREVE DES ABATTOIRS

Les travailleurs des abattoirs, lassés par un an de politique de collaboration et de réconciliation nationale, ont passé à l'action. Depuis mardi matin, la grève générale est virtuellement déclarée dans l'ensemble des Abattoirs de la région parisienne, menaçant de s'étendre, si satisfaction n'est pas donnée à l'ensemble, des abattoirs de France.

Un an d'appels au calme et à la discipline, quelques mois de « pause », ont suffi à redonner une force à la bourgeoisie et à lui permettre de reprendre ce qu'elle avait été dans l'obligation de concéder sous la pression des grèves de juin.

Les travailleurs des abattoirs ont fait la triste expérience, ayant à subir les attaques énergiques d'un patronat de combat poussé et financé par la C. G. T. La riposte patronale se faisait sentir il y a quelques mois sur le dos du personnel de la maison Artus. En effet, le 27 février dernier, la direction de cette maison licenciait arbitrairement deux délégués syndicaux. Les ouvriers, confiants dans leur droit et dans le gouvernement Blum, engagèrent la procédure de conciliation en demandant la réintégration de leurs camarades.

La semaine dernière, afin d'activer l'arbitrage, ils décidaient la grève et occupaient l'usine. L'occupation ne devait pas durer longtemps, puisque le lendemain ils étaient expulsés par la police de M. Marx Dormoy.

Entre temps, les boyadeurs de chez Lobry déposaient une demande d'augmentation. Une réponse de non-recevoir fit prendre la décision de pratiquer ce que l'on appelle en terme de métier « serrer la main », immédiatement la maison Lobry, ainsi que la Société de la Boucherie de la Boucherie en Gros (B.B.G.) réagirent 10 militants syndicalistes d'où décisions de grève chez tous les boyadeurs, qui demandèrent la solidarité de l'ensemble des travailleurs de l'abattoir.

En assemblée générale, la grève fut décidée et le bureau syndical continua l'expérience, pourtant peu encourageante, des démarches auprès des ministres et des Pouvoirs publics où, d'ailleurs, les patrons ne se présentaient pas toujours. Il nous faut signaler l'attitude du socialiste S.F.I.O. Raoul Evrard, attaché de cabinet au Ministère de l'Intérieur, qui, après avoir déclaré qu'il n'entendait pas se laisser intimider par les prétentions ouvrières, ferait respecter l'ordre et la liberté du travail par sa police ; est-ce que les J. S. et les membres du P. S. restés révolutionnaires sont solidaires de ces paroles ? Nous demandons également au rédacteur de l'article paru dans l'« Huma », lundi, qui conclut en disant que : les ouvriers font confiance à leur gouvernement et ne veulent pas la grève, où il a été cherché cette affirmation ?

Non, les ouvriers de l'abattoir n'auront plus confiance dans un gouvernement qui ne représente pas leurs intérêts, mais ceux de la bourgeoisie française. Le Front Populaire a prouvé sa faillite. Incapable d'apporter aucune amélioration ni même de maintenir les conquêtes ouvrières qu'il a sanctionnées sous la pression des grèves, il doit disparaître de la pensée des ouvriers.

Le Pain, la Paix, la Liberté ne se donnent pas, même par un gouvernement de Front Populaire, mais se conquièrent par la lutte quotidienne et par l'action directe.

Nous voulons croire que les travailleurs des abattoirs sauront s'en souvenir. A. Barzougnette.

COMMENT LES STALINIENS ONT TORPILLE LA GREVE DES HALLES

Mardi 13 juillet, les travailleurs des Halles, Fruits et Primeurs, votaient le principe d'une grève pour l'application réelle des 40 heures et l'abandon des 400 fr. par semaine.

Ce même soir, les staliniens et leurs valets de la direction du Syndicat général de l'Alimentation faisaient appeler d'urgence à leurs bureaux Mme Antoinette Gilles (femme de Beauregard, de Gentilly et secrétaire fédérale) afin d'envisager comment « ils » allaient boycotter cette grève et de prendre toutes dispositions utiles.

Le mouvement a éclaté le mardi soir 20 juillet et a été loti jusqu'à 2 h. 30 du matin. Il y avait sur place quatre secrétaires du syndicat. « A part ça, il n'était pas au courant ».

Le lendemain matin, à 10 heures, réunion salle Albert Thomas. Les travailleurs décident de continuer la grève, et l'un des secrétaires assure les grévistes de l'appui complet du syndicat. Le même soir, « Ce Soir », journal dont on connaît bien la tendance, publiait le communiqué suivant :

Le Syndicat général de l'alimentation, à la suite du mouvement qui s'est déclenché la nuit dernière dans les Halles, tient à préciser que ce mouvement A ETE DECLACHE SPONTANEMENT, SANS CONSULTATION DE LA DIRECTION SYNDICALE, QUI DESAPPROUVE CE MOUVEMENT DE GREVE, alors que la procédure était déjà engagée à la commission de conciliation.

On ne peut mieux poignarder une grève, et les travailleurs des Fruits et Primeurs s'en sont parfaitement rendu compte.

Beaucoup d'entre eux qui, par la trahison des « chefs » sont restés sur le sable, ont refusé de donner leurs noms pour que ces trahisons n'aient pas à intervenir pour les faire réintégrer.

On ne demande pas grâce à son bourreau. En attendant, ceux qui travaillent gagnent le salaire de 238 fr. 40 par semaine. Mais qu'importe à Mme Gilles-Beauregard qui gagne 2.000 francs par mois comme secrétaire fédérale, et sans parler des appointements du mari — maire de Gentilly, conseiller général de la Seine — qui ne sont sûrement pas inférieurs !

LA GREVE DE « LA SOIE »

Après 100 jours de grève

« Les camarades en grève de la soie » La Soie », remercient les camarades pour leur témoignage de solidarité, tant matérielle que morale dont ils ont fait preuve à leur égard. Il faut persévérer dans la solidarité, à cet effet, des listes de souscriptions sont à la disposition des camarades, au « Libertaire ». Il doit être un devoir à chaque camarade de l'U.A. qui en a la possibilité, de prendre une liste de souscription.

Dans les boîtes et sur les chantiers

CHEZ RATEAU

En lisant le dernier *Rateau rouge*, journal d'usine de la cellule communiste on s'aperçoit que celle-ci reconnaît que tout ne va pas très bien dans notre boîte. Dans les différents services, il y a du tirage entre membres cégétistes, ouvriers, techniciens, maîtres.

Des fautes sont commises de part et d'autre. Mais si les camarades de la cellule prennent position ce n'est que dans un but démagogique. car on sait très bien que ceux qui parlent cette feuille sont les mêmes que ceux qui dirigent la section syndicale. Et nous savons très bien que pour les premiers, c'est une question d'influence et pour les deuxièmes, une question de domestication du syndicat. N'est-ce pas Bolvin, Valat.

Parlons, à la fonderie, à la mécanique, des ouvriers ne sont pas payés au tarif syndical. Que faites-vous pour y remédier ?... Et tout ceux qui règlent leurs bons de travail à 25 % d'une manière peu régulière, et qui font passer les compagnons pour des incapables ou des paresseux. Vous avez, si vous le voulez, du travail sur la planche. Mais ce n'est pas avec des écrits et des discours.

Montrez que vous êtes capables de défendre les copains.

Noir.

CHEZ ROSENGART

Entre ouvriers

Ils ne suffit pas de lutter contre le patronat et les institutions de l'Etat qui protègent la bourgeoisie, il faut encore à chaque instant se préserver de la caste bureaucratique qui empoisonne les organisations syndicales en les faisant servir quelques buts de parti ou de gouvernement. Mais un des pires ennemis de la classe ouvrière est bien notre propre inconscience qui d'ailleurs permet en grande partie la domination patronale et la corruption bureaucratique.

Un exemple frappant de ce genre vient d'être fourni à l'usine Rosengart. Les ouvriers de cet établissement pour maintenir leurs salaires au niveau actuel s'étaient entendus avec les travailleurs tôliers de la maison Boyriveau pour conserver certains prix de travail aux pièces. L'engagement était formel, il avait été pris en présence de Tournier, secrétaire de la section technique tôlière.

Pourtant les tôliers de chez Boyriveau n'ont pas tenu leur parole, et ainsi par contrecoup les travailleurs de chez Rosengart subissent une diminution de 40 %.

Nous évoquons ce fait pour montrer que grâce à l'inconscience d'un groupe ou d'une catégorie l'existence de prolétaires d'une usine entière se trouve sapée, mais nous le signalons publiquement ce manquement à une promesse pour le faire disparaître. — Des ouvriers libérateurs de chez Rosengart.

DANS LES T.C.R.P.

Une fois de plus le syndicat à direction bolcheviste vient de trahir la classe ouvrière et ceci au sujet de l'application des 40 heures.

En juillet 1936, dans le journal corporatif, nous lisions ceci : « Nous pensons que cette loi devra être appliquée sans dérogation. La journée de travail ne devra dépasser la moyenne de 6 h. 40, surtout pour le roulant » et l'ajoute que l'amplitude ne devait dépasser 11 heures à 11 h. 30, ce qui permettait au personnel en question d'avoir plus de la moitié des services qu'il aurait fait tout d'une seule traite.

Mais 1937 arrive et tout change, ce sont les politiciens de tout acabit qui commencent à saboter le travail élaboré, je ne sais qu'elle puissance occulte, qui a son siège, 53 ter, quai des Grands-Angustins, fit pression sur le bureau syndical.

Ce que nous pouvons dire, c'est qu'il doit y

avoir eu de drôles de combines, certains parlent d'un petit jeu d'enveloppes ; en tous cas, tout ce que je constate, c'est que le personnel, lui, est bien enveloppé. Puis viennent les manigances de Henri Reynaud, dont je ne parlerai pas, bien qu'elles soient répugnantes et néfastes à la classe ouvrière.

Entre temps, nous apprenons que l'organisation syndicale avait signé un accord avec la S.T.C.R.P. et ceci sans prévenir les cochons de payans.

Voici l'application des 40 heures pour le roulant, les autres catégories ayant opté pour les 5x8.

Du 1^{er} avril au 30 septembre, moyenne 7 h. 30 de travail ; du 1^{er} octobre au 30 décembre, moyenne 6 h. 7 de travail et l'amplitude à 12 h. 30 ; évidemment la Société, pour donner le change propose les 5x8. Fait paradoxal, la proposition de celle-ci était meilleure que celle du syndicat.

Quant à l'augmentation de salaire, là c'est le bouquet, il y a une catégorie où on touche 1 fr. par jour et dans d'autres, rien du tout.

La seule explication que l'on nous a donnée c'est qu'il ne faut pas grever le budget du département pour ne pas faire de tort au gouvernement de Front populaire.

Allons, camarades, allez-vous rester encore longtemps à vous faire plumer grâce à la complicité du bureau syndical qui vous ordonne de travailler le 1^{er} mai ?

Si non, rejoignez le cercle d'études syndicalistes qui se met à la disposition de tous les opprimés.

Le cercle d'études Syndicalistes.

CHEZ MAT-FORD A ASNIERES

Pour avoir eu à cœur de respecter une décision prise à la majorité dans une assemblée générale, un ouvrier se voit pris à partie et insulté par un délégué en mal de dictature, le traitant de saboteur, diviseur et fasciste, allant jusqu'à le menacer de se débarrasser d'individus comme lui. Voilà bien la politique de la main tendue à son « frère du syndicat professionnel » et du coup de bâton au cégétiste révolutionnaire.

Nous ne sommes pas en Espagne ici, et vous allez voir les « amers » (mais syndicalistes avant tout), déclare ce triste individu. Eh, non, nous ne sommes pas en Espagne, mais encore moins au pays où la calomnie et l'exécution règnent par-dessus tout, et, quoique ayant colonisé le syndicat des Métaux, vous irez appliquer vos méthodes ailleurs que chez nous où, par votre sectarisme et votre démocratie à sens unique vous semez la division malgré votre slogan : « Unir » (ter). Oui, messieurs les syndicalistes à l'eau de rose, mettez bas votre masque quand vous venez avec vos grands gestes théâtraux dans les réunions syndicales en prêchant « l'unité » (ter). Vous feriez bien mieux d'avoir le courage de dire que vous servez la politique qui vient tout droit du 120, rue Lafayette, via Moscou. Nous, partisans de l'indépendance syndicale, n'avons pas besoins de somnifère ; il y a longtemps qu'on vous a catalogués.

La politique divise, le syndicalisme unit.

Un groupe de syndicalistes révolutionnaires de chez Mat-Ford.

Le mouvement syndical

L'EXPLOITATION CAPITALISTE EN ALSACE

Au lendemain de la guerre, les promesses n'ont pas manqué aux habitants des provinces « retrouvées » grâce au traité de Versailles.

Tous les grands hommes d'Etat français firent miroiter les avantages qu'allait procurer aux nouveaux Français la patrie démocratique. Au lieu du militarisme et de la barbarie, c'était la liberté et le bien-être qu'allait trouver Alsaciens et Lorrains.

Hélas ! il ne fallut pas longtemps aux prolos pour se rendre compte que rien n'était changé et que, sous certains rapports, ils étaient infériorisés vis-à-vis des autres membres de la patrie commune.

Libertés ? Du point de vue matériel, les usines alsaciennes eurent et ont une solide réputation de bagnes. Il suffit de citer les usines de produits chimiques Kessler, la Société Alsacienne de Construction mécanique de Mulhouse, les tissages D. M. C. Les mines de Grafenwald — comme partout ailleurs — font suer les houlleurs au maximum.

Du point de vue de la liberté d'opinion, il n'y a guère que les ligues fascistes qui en profitent et partout leur propagande s'étale au grand jour, notamment celle du P.P.F., de Bucard, voire des ligues royalistes.

Quant aux travailleurs, en plus de l'infériorité dans laquelle les place leur manque de fonds, différentes méthodes de pression sont employées pour les faire taire.

C'est ainsi que, grâce à l'activité d'un certain Scheurer, ancien sénateur, les ouvriers des mines se trouvent logés dans des cités appartenant aux patrons. Inutile de dire qu'au moindre geste de révolte, ces ouvriers sont, non seulement mis à la porte, mais encore se trouvent instantanément sur le pavé, renvoyés en même temps de leur logement.

Quant aux défenseurs officiels du prolétariat, il vaut mieux ne pas en parler quand on sait qu'un des plus beaux se nomme Salomon Grumbach, socialiste du 11^e Bureau.

Ainsi donc vingt ans de libertés françaises prouvent tout simplement que, dans toutes les patries, dans toutes les nations, la lutte de classes reste ce qu'elle est, et il est à souhaiter que cette expérience serve au moins aux prolos alsaciens pour les faire devenir révolutionnaires et internationalistes.

Nesly.

DANS LA HAUTE-MARNE

Un ordre du jour de l'Union locale de Chaumont pour l'envoi de délégations en Espagne.

Les représentants des syndicats ouvrier de Chaumont réunis ce jour par les soins de l'U. L. demandant à la C. G. T. de reconsidérer, elle-même, le problème espagnol sur le plan international. Devant la carence des gouvernements dits : démocratiques.

PRENOISENT L'ENVOI D'UNE GRANDE COMMISSION D'ENQUETE ELUE PAR LES U. D. A SEULE FIN DE PRENDRE CONTACT AVEC LES ORGANISATIONS SYNDICALES ESPAGNOLES L'U. G. T. ET LA C. N. T. DE DECIDER EN PLEIN ACCORD AVEC CES DERNIERES DES MESURES A PRENDRE POUR HATER LA VICTOIRE DU PROLETARIAT SUR LE FASCISME ET LE CAPITALISME INTERNATIONAL.

Les camarades présents estiment qu'il appartient à la C. G. T. de protester auprès du gouvernement contre les récents décrets-lois qui diminuent les conditions de vie déjà bien précaires du prolétariat à la suite de la contre-offensive des puissances d'argent depuis les grands mouvements ouvrier de juin-juillet 1936. La C. G. T. forte de ses millions d'adhérents doit prendre toutes mesures adéquates pour la suppression des ces décrets.